

# LA PRESSE AFFAIRES



**SOCIÉTÉ GÉNÉRALE**  
PLUSIEURS EMPLOYÉS INCRIMINÉS  
PAGE 8



**LE PRIX DU PÉTROLE CHUTE**  
LES CRAINTES DE RÉCESSION MONDIALE SECOUENT LES MARCHÉS  
PAGE 11

<b>S&amp;P/TSX</b> 12 952,15 -300,69 (-2,27%)	<b>TSX CROISSANCE</b> 2564,69 -77,35 (-2,93%)	<b>QUÉBEC 30</b> 1096,25 -28,52 (-2,54%)	<b>DOW JONES</b> 11 972,25 +21,16 (+0,18%)	<b>DOLLAR</b> 100,07¢US -1,33¢
-----------------------------------------------------	-----------------------------------------------------	------------------------------------------------	--------------------------------------------------	--------------------------------------

**MEGA BRANDS**  
**Un autre rappel de jouets qui fait peur**

**LAURIE CLOUTIER**

Mega Brands, de Montréal, deuxième fabricant mondial de jeux de blocs et de figurines pour enfants, derrière Lego, a annoncé hier un autre rappel international de produits, son troisième, qui fait peur non seulement aux parents mais aussi aux investisseurs.

L'action de Mega Brands a perdu près de 10% de sa valeur hier, dès le début de la séance à la Bourse de Toronto, avant de clôturer en baisse de 13,9% (71 cents), à 4,40\$.

Avant cette séance boursière catastrophique, le titre de Mega Brands avait déjà reculé de 18% depuis le début de 2008. Durant 2007, les actions de Mega Brands ont chuté en vrille, passant de 26,87\$ à 4,21\$.

Mega Brands a décrété hier le rappel de 2,4 millions de jouets, fabriqués depuis 2004 en Chine, soit des figurines MagnaMan et des produits préscolaires Magtastik et Magnetik Jr. Les jouets rappelés ont été expédiés à des détaillants exploitant des magasins au Canada et aux États-Unis, incluant Wal-Mart et Toys «R» US, entre janvier 2005 et décembre 2007, selon Mega Brands.

La valeur des ventes des jouets rappelés s'est élevée à 7 millions l'an dernier. Les coûts du rappel seront inscrits dans les résultats financiers du quatrième trimestre, qui doivent être divulgués le 31 mars prochain, selon Mega Brands. Les deux précédents rappels de produits, en 2006 et 2007, ont coûté des dizaines de millions de dollars à Mega Brands, en plus de ravager la cote boursière et l'image de l'entreprise.

Mega Brands souligne que ce dernier rappel est volontaire et fait en collaboration avec la US Consumer Product Safety Commission. Le fabricant et la commission américaine font état de 44 rapports de plaintes aux États-Unis concernant des aimants qui peuvent se détacher des jouets manipulés par des enfants. Dans un cas, un enfant de 3 ans a dû recevoir des traitements médicaux pour enlever un aimant, de la taille d'une Aspirin, logé dans son nez. Dans un autre cas, un bébé de 18 mois a mis un aimant dans sa bouche, mais ne l'a pas avalé.

Mega Brands souligne que des aimants défectueux, s'ils sont ingurgités, peuvent provoquer des perforations de l'intestin ou son blocage et même entraîner la mort.

## TEMPÊTE FINANCIÈRE

**PCAA : LES BANQUES DEMANDENT LA PROTECTION DE LA COUR** | **EST-CE LE TEMPS D'ACHETER DES BANQUES CANADIENNES?** | **APRÈS L'EFFONDREMENT DE BEAR STEARNS, LE COURTIER LEHMAN BROTHERS?** | **QUESTIONS - RÉPONSES : POUR COMPRENDRE LA CRISE**

À LIRE NOTRE DOSSIER EN PAGES 2-3-4 ET 5

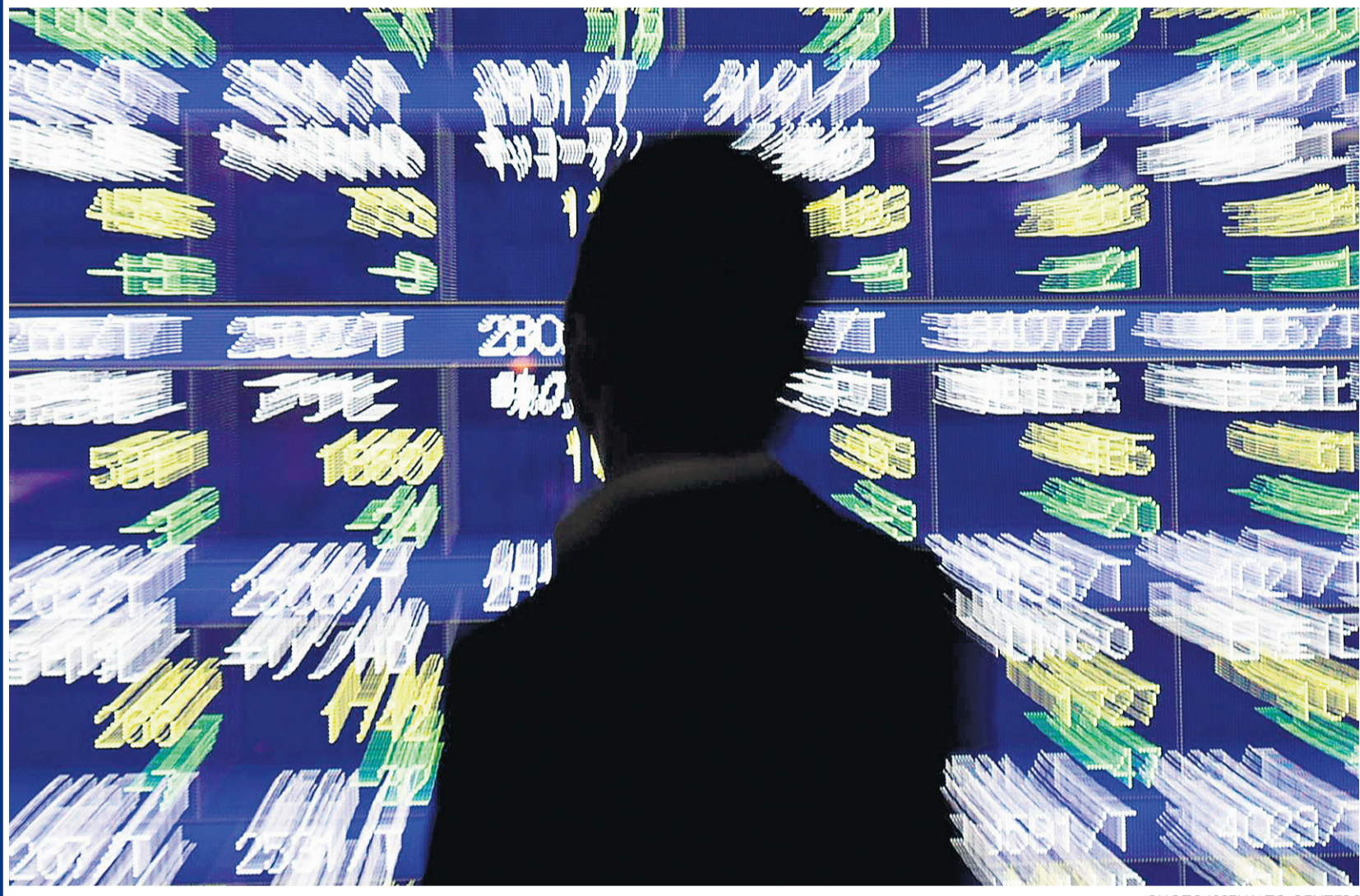


PHOTO ISSEI KATO, REUTERS

## Toronto emportée par la tourmente

Le S & P/TSX recule de 300 points; le huard suit

**RUDY LE COURS**

Tout comme la majorité des grands parquets du monde, la Bourse de Toronto a été malmenée hier, par suite du sauvetage-surprise de la banque d'affaires Bear Stearns, grâce à l'intervention musclée de la Réserve fédérale américaine (Fed).

Ses titres des institutions financières ont été malmenés. L'action de la Banque Royale a subi un important repli en milieu de séance au point où la plus grande capitalisation boursière canadienne a été supplantée par le producteur de gaz Encana. Elle a repris un peu du poil de la bête en fin de séance pour finir

en baisse de 1,20\$, à 44,32\$.

Les autres titres bancaires ont aussi plombé l'indice phare S&P/TSX qui a abandonné 300,69 points, à 12 952,15.

Ce repli de 2,27% reste moins considérable que ceux des grands

indices new-yorkais dont on redoutait une séance orageuse ont assez bien fait. La moyenne industrielle Dow Jones a même réussi à arracher un gain de 21,16 points, à 11 972,25 au

**Les grands indices new-yorkais dont on redoutait une séance orageuse ont assez bien fait.**

indices d'Asie comme le Nikkei à Tokyo (-3,71%) ou le Hang Seng à Hong-Kong (-5,18%) et d'Europe comme le FTSE100 de Londres (-3,86%) ou le CAC40 de Paris (-3,51%).

final, après une séance en dents de scie. Fait à signaler, JP Morgan, la grande gagnante du sauvetage de Bear Stearns, fait partie des 30 grandes sociétés de la moyenne industrielle,

mais pas cette dernière. C'est à elle qu'on doit à la moyenne Dow Jones d'avoir terminé la séance sur une note positive.

Les pertes du maître indice new-yorkais S&P500 ont été limitées à 11,54 points, à 1276,60, grâce aux attentes envers la décision de la Fed.

Les marchés à terme escomptent maintenant une baisse d'un point de pourcentage de son taux directeur cet après-midi. Cela le ramènerait à 2%. Vendredi, ils jugeaient plus probable une diminution de 75 centièmes.

➤ Voir **TORONTO** en page 2

➤ Voir **RAPPEL** en page 6

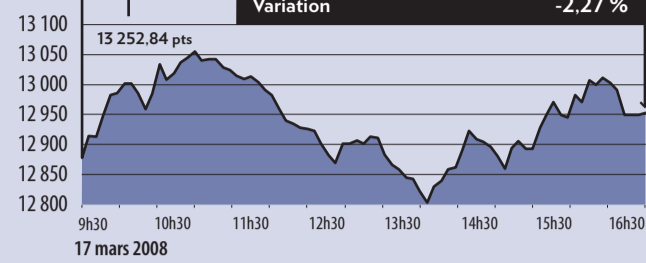
Pour l'Europe cet été...

[vacancestmr.com](http://vacancestmr.com)

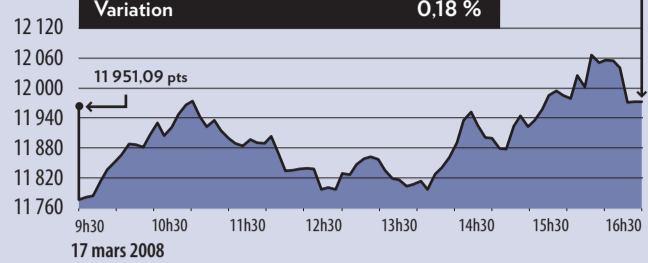
**LES MEILLEURS SOUVENIRS PORTENT LA MARQUE TMR**

# TEMPÊTE FINANCIÈRE

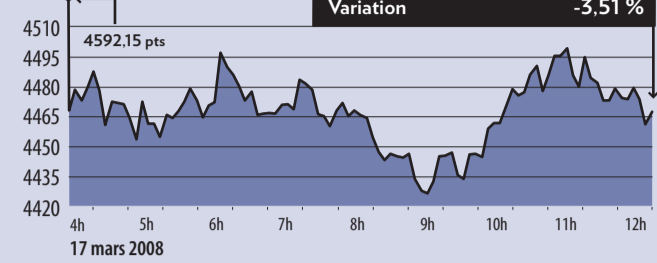
**BOURSE DE TORONTO (S&P/TSX)**  
 Fermeture hier **12 952,15 pts**  
 En baisse **300,69 pts**  
 Variation **-2,27 %**



**BOURSE DE NEW YORK (Dow Jones)**  
 Fermeture hier **11 972,25 pts**  
 En hausse **21,16 pts**  
 Variation **0,18 %**



**BOURSE DE PARIS (CAC40)**  
 Fermeture hier **4431,04 pts**  
 En baisse **161,11 pts**  
 Variation **-3,51 %**



Source: Bloomberg



PHOTO AARON FAVILA, ASSOCIATED PRESS

La majorité des grands parquets du monde a été secouée hier, après le sauvetage-surprise de la banque d'affaires Bear Stearns. La semaine s'annonce longue pour les banques américaines.

## APRÈS BEAR STEARNS

# Lehman Brothers vacille

PHILIPPE MERCURE

Bear Stearns qui s'effondre dimanche. Lehman Brothers qui trébuche lundi. Pas de doute: la semaine s'annonce longue pour les banques américaines. Et plusieurs analystes se demandent maintenant quelle sera la prochaine à tomber au combat.

La banque d'investissement new-yorkaise Lehman Brothers a vu son titre perdre jusqu'à 48 % hier après-midi avant de regagner une partie du terrain perdu. L'action a clôturé à 31,75 \$US, une perte de 19 %.

Cette dure journée en suivait une autre: dimanche, la banque rivale Bear Stearns s'était vendue pour une bouchée de pain, JPMorgan l'avalant pour un prix 90 % plus bas que celui du marché.

« Ce n'est pas fini, a prédit à *La Presse Affaires* l'économiste Peter Morici, de l'Université du Maryland. On va voir au moins une ou deux faillites supplémentaires et une récession qui va perdurer. »

Il reste toutefois à voir si la panique qui a plombé hier Lehman Brothers est justifiée. L'entreprise a fait valoir hier à l'AFP que « son niveau de liquidité a été et continue d'être fort ». Elle a rappelé qu'elle avait 35 milliards dans les coffres à la fin novembre, un montant qui couvrait 128 % de ses engagements à court terme, contre 52 % chez Bear Stearns.

Lehman Brothers a aussi été relativement épargné par la crise du crédit jusqu'à maintenant. La banque a radié pour 830 millions d'actifs l'an dernier, une

bagatelle comparative aux 21 milliards de Citigroup et aux 19 milliards de Merrill Lynch.

L'agence de notation Moody's a maintenu hier la cote de Lehman Brothers à A1, mais a fait passer ses perspectives de « positives » à « stables ». La banque dévoilera ses résultats aujourd'hui.

« Le secteur financier est basé sur la confiance », rappelle l'analyste Michael Goldberg, de Valeurs mobilières Desjardins, devant cette dégringolade. Et en cette période trouble où l'on

**« Ce n'est pas fini, a prédit l'économiste Peter Morici, de l'Université du Maryland. On va voir au moins une ou deux faillites supplémentaires et une récession qui va perdurer. »**

suspecte les hypothèques à risque d'avoir contaminé une large gamme d'actifs, tout le monde se méfie de tout le monde.

Selon l'analyste, les mesures d'urgence annoncées dimanche par la Fed devraient parvenir à rassurer le marché. À tel point, en fait, qu'il s'attend à ce que plusieurs banques profitent du contexte relativement favorable pour vider leur sac de mauvaises nouvelles cette semaine lors du dévoilement de leurs résultats.

« Maintenant qu'ils ont un accès assuré à des liquidités, les courtiers américains n'ont plus

de raisons de se retenir. Ils vont purger tout ce qu'il peut y avoir de mauvais. Ça peut vouloir dire de grosses pertes. Ça peut vouloir dire qu'ils doivent lever du capital supplémentaire. »

Peter Morici, de l'Université du Maryland, est autrement plus sévère envers la Fed, dont il compare l'intervention à « envoyer une chaudière de bière sur un incendie de forêt ».

« Nous allons encore voir des faillites de banques parce que Bernanke et ses amis ne se sont pas occupés du problème de fond. Ils n'ont pas obligé les banques à changer leurs pratiques d'affaires, et c'est ce qui nous a menés à cette crise. Il y a un manque de confiance de la part des investisseurs internationaux dans les banques américaines et dans l'économie des États-Unis en général. »

Selon lui, Lehman Brother figure comme un « candidat de choix » sur la liste des prochaines banques à tomber au combat. Mais l'économiste n'hésite pas à en désigner une autre, et non la moindre: l'une des plus importantes au monde.

« Lehman Brothers n'est que l'une des voitures du convoi. La question, c'est de savoir si la locomotive qui les entraîne est en train de dérailler. Et ça, c'est Citigroup — une banque malade qui est mal dirigée », a-t-il dit.

Tous les analystes consultés hier par *La Presse Affaires* ont jugé les banques canadiennes dans une meilleure posture que leurs consœurs américaines.

## LA FED VEUT RÉPARER UNE COURROIE DE TRANSMISSION

RUDY LE COURS

En adoptant dimanche soir une série de mesures d'urgence pour injecter des liquidités dans les marchés interbancaires et pour éviter la faillite de la banque d'affaires Bear Stearns, la Réserve fédérale américaine entend rétablir les liens d'affaires entre ceux qui détiennent des capitaux et ceux qui en ont besoin.

Cette crise du crédit, marquée par la méfiance, tire son origine dans les prêts hypothécaires, mais a fait tache d'huile dans tout le système financier. Tentons d'y voir clair.

**Q Qui est Bear Stearns?**

**R** Bear Stearns fait partie des grands courtiers (*primary dealers*). Il s'agit d'un groupe de 20 banques américaines et internationales qui traitent directement avec la Réserve fédérale américaine pour entretenir le marché des bons du Trésor. Ces titres sont émis toutes les deux semaines par la Fed et servent à financer la dette américaine.

**Q Pourquoi Bear Stearns était-elle plus en difficulté?**

**R** À la différence d'une banque conventionnelle, Bear Stearns n'a pas de déposants. Elle tire ses profits à même le développement de ses affaires. La crise actuelle paralyse ses activités, mais ses obligations contractées demeurent entières. Parmi les grands courtiers qui font affaire avec la Fed, quatre autres sont des banques d'affaires: Merrill Lynch, Morgan Stanley, Lehman Brothers et Goldman Sachs. Elles sont fragilisées par la crise actuelle. On s'attend à ce qu'elles annoncent d'importantes radiations plus tard cette semaine.

**Q Qu'a fait la Fed d'extraordinaire dimanche?**

**R** Trois choses. Elle a d'abord annoncé qu'elle abaissait de 25 centièmes le taux auquel elle prête aux banques en difficulté. Le taux d'escompte a ainsi été ramené à 3,25 %, soit à peine 25 centièmes de plus que le taux cible auquel elle souhaite que les banques se prêtent entre elles pendant un jour. C'est la septième fois qu'elle abaisse ce taux depuis le mois d'août. L'écart entre le taux cible et le taux d'escompte était alors d'un point de pourcentage: 6,25 % contre 5,25 %.

Ensuite, la Fed consent à prêter au taux d'escompte aux grands courtiers, un privilège jusque-là réservé aux banques avec activités de dépôt. Elle élargit en outre la gamme de

titres qu'elle accepte en garantie de prêts. Sont désormais inclus tous les titres portant une note de crédit BBB, A, AA et AAA. Il y a une semaine, la Fed avait indiqué qu'elle acceptait pour la première fois les titres AAA non gouvernementaux. La Fed étend aussi jusqu'à trois mois la durée de ses prêts au taux d'escompte, plutôt que 30 jours jusque-là.

Enfin, la Fed participe directement au sauvetage de Bear Stearns en prenant dans ses livres les éléments d'actifs douteux de Bear Stearns. Il y en a pour 30 milliards. Jamais la Fed ne s'était montrée aussi disposée à prendre de tels risques. JP Morgan ne prend pas le risque. Elle assure seulement les activités de contrepartie de Bear Stearns, de sorte que ses clients pourront être servis.

**Q La Fed va-t-elle trop loin?**

**R** Certains le pensent, mais ils sont en minorité. Dans le sauvetage de Bear Stearns, les grands perdants sont ses actionnaires qui y laissent presque toutes leurs mises. La Fed fait ainsi payer ceux qui sont responsables du risque de l'entreprise. Elle évite surtout l'effet domino qu'aurait entraîné la faillite de la banque. Le design du sauvetage évite aussi qu'on interprète qu'on ne peut être que gagnant, quel que soit le risque pris.

**Q La Fed peut-elle agir encore?**

**R** Oui. Elle peut encore abaisser son taux directeur. Elle le fera énergiquement encore dès aujourd'hui. Elle peut injecter davantage de liquidités en assouplissant encore les conditions auxquelles elle joue son rôle de prêteur ultime.

La direction de la Fed doit éviter de répéter sa conduite de la crise du crédit durant la Grande Dépression qui avait entraîné la faillite de milliers de petites banques et aggravé la contraction de l'économie. Voilà pourquoi elle est disposée à injecter tant d'argent pour remettre la machine en marche.

**Q Quand la Fed pourra-t-elle dire: mission accomplie?**

**R** Lorsque les détenteurs de capitaux seront à nouveau disposés à les prêter à ceux qui en ont besoin. Quand la méfiance aura fait place à la confiance. Cela va exiger encore des purges dans le système financier. Certains pensent que nous traversons le cœur de la tempête. Après, il faudra panser les plaies. Cela exige de la part des acteurs sur le marché du calme et du temps.

# Toronto emportée par la tourmente

TORONTO

(suite de la page 1)

L'intervention-surprise dimanche de la Fed laissait présager le pire à l'ouverture de la Bourse new-yorkaise, mais cela a été évité. « L'hécatombe ne se produit pas parce que les titres financiers avaient déjà été survendus, au point de se rapprocher de la zone panique », explique Vincent Delisle, stratège chez Scotia Capitaux.

La journée avait mal com-

mencé avec la publication dans le *Financial Times* de Londres d'un éditorial de l'ancien président de la Fed, Alan Greenspan. « L'actuelle crise financière aux États-Unis va être vraisemblablement jugée comme la plus grave depuis la Seconde Guerre mondiale », écrit celui qui en fut un des grands artisans en ayant maintenu le taux directeur à 1 % pendant plus d'un an.

N'empêche que le pessimisme reste de rigueur parce que les investisseurs sont nombreux à

croire que l'action énergique de la Fed ne parviendra pas à éviter la récession. Les données négatives sur la production industrielle le mois dernier renforcent ces craintes.

Elles se sont répercutées sur les prix des produits de base qui ont tous battu en retraite, à l'exception du nickel et de l'or qui poursuivent son ascension himalayenne à hauteur de 1002 \$US l'once.

Cela a aussi plombé les actions des sociétés minières et énergétiques canadiennes. Avec les titres

financiers, elles constituent les deux tiers de l'indice de référence canadien.

L'indice canadien fait mieux que ses concurrents depuis le début de l'année avec un recul de 6,37 % seulement comparativement à plus de 13 % pour le S&P500 et plus de 15 % pour les grands baromètres européens et asiatiques.

Cela fait croire à M. Delisle que lorsque la récession américaine sera vraiment confirmée, les titres canadiens vont davantage écopier.

Le Canada n'est pas immunisé par le ralentissement américain, ni ses institutions financières. « Le problème reste celui de la transparence: qui détient quoi? explique Pierre Lapointe, stratège adjoint à la Financière Banque Nationale. Même les dirigeants connaissent mal leur risque. »

Entre-temps sur le marché des changes, on se prépare. Notre monnaie a perdu 1,33 cent d'équivalence et se situe tout juste au-dessus de la parité avec le billet vert.

# TEMPÊTE FINANCIÈRE

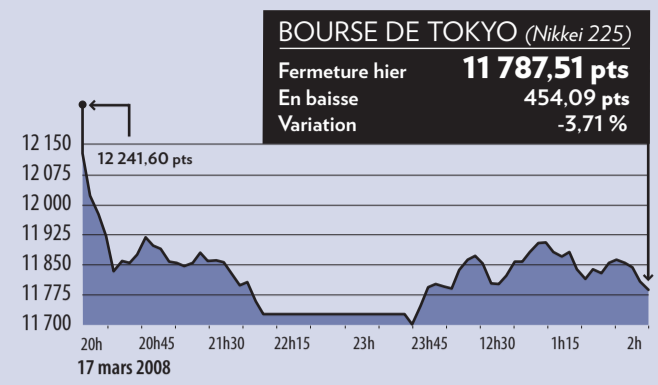
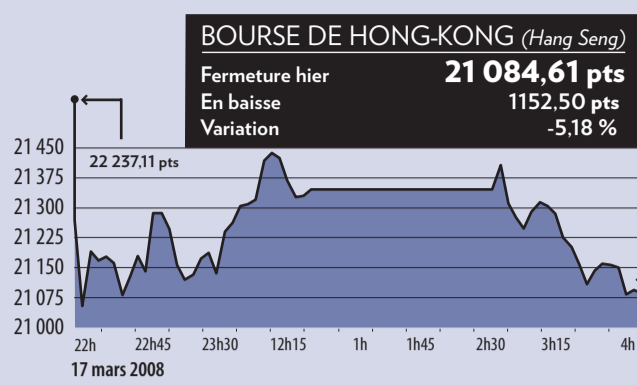
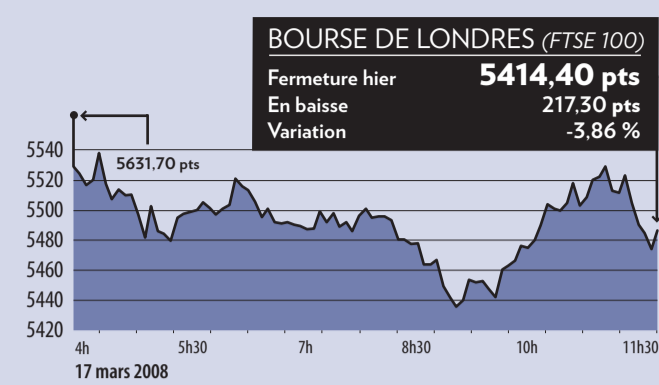


PHOTO NORM BETTS, ARCHIVES BLOOMBERG NEWS

Les investisseurs devraient profiter de la tourmente actuelle pour acheter des actions de banques canadiennes, suggère Luc Girard, directeur du groupe-conseil en portefeuilles chez VMD.

## BANQUES CANADIENNES

# Des titres à prix réduit et risque limité

HÉLÈNE BARIL

Le risque associé aux actions des principales banques canadiennes n'a pas vraiment augmenté, mais le prix de ces titres a chuté considérablement et continue de baisser. Conclusion: c'est le temps d'en acheter, selon les spécialistes du marché.

La tempête qui secoue les marchés financiers et fait baisser les titres des banques n'est pas terminée, de toute évidence, souligne Vincent Delisle, stratège de Scotia Capital.

«Mais vaut mieux commencer à sortir dehors vers la fin de la tempête si on veut être devant lorsque l'éclaircie arrivera», dit-il.

S'il y a encore des investisseurs qui n'ont pas d'actions de banques canadiennes dans leur portefeuille, ils devraient profiter de la tourmente actuelle pour en acheter, estime pour sa part Luc Girard,

directeur du groupe conseil en portefeuilles chez Valeurs mobilières Desjardins. «Dans un horizon de placement à long terme, c'est des plus intéressants actuellement.»

La situation des banques canadiennes n'est pas plus mauvaise aujourd'hui que la semaine dernière, remarque pour sa part Luc R. Fournier, gestionnaire du portefeuille d'actions canadiennes à l'Industrielle-Alliance. C'est ce qui se passe au sud de la frontière qui pèse sur leurs titres. «Quand ça va mal, on les met toutes dans le même panier», dit-il.

Aucune institution financière n'est à l'abri d'une crise de liquidités comme celle qui a emporté Bear Stearns. Même si une banque est rentable et bien capitalisée, elle peut manquer de liquidités si des déposants décident en masse de retirer leur argent.

«Les liquidités sont quelque chose de difficile à définir, à

mesurer et à réglementer», observe l'analyste de Valeurs mobilières Desjardins, Michael Goldberg, qui cite Warren Buffett. «C'est seulement quand la marée baisse qu'on voit qui se baigne tout nu», a déjà dit le gourou américain de l'investissement.

Les investisseurs craignent peut-être de découvrir d'autres nageurs tout nus dans le monde bancaire, mais les risques d'une faillite ou d'une crise de liquidités sont plutôt limités au Canada, estime Luc Fournier.

Si l'objectif est de profiter du creux actuel pour revendre à profit rapidement, vaudrait mieux s'abstenir, prévient Luc Girard, de VMD. «Les orages ne sont peut-être pas terminés, mais dans un an, ou deux ou trois, on dira que c'était le bon temps d'investir dans les banques.»

Tout le monde voudrait bien savoir si la crise tire à sa fin. «Je

dirais qu'on a un bon bout de fait», dit Luc Fournier.

«Le repli en cours du secteur financier du TSX équivaut à plus de 90% de la correction moyenne observée en période de récession et de crises de crédit aux États-Unis», rappelle de son côté Vincent Delisle.

Les institutions financières canadiennes ne sont pas toutes affectées par la crise du papier commercial qui a dégénéré en crise de crédit, mais toutes sont atteintes par la dégringolade boursière. Même les actions de celles qui détiennent peu ou pas du tout de titres de dettes à risque, comme la TD et la Banque Laurentienne, ont encore glissé. «C'est justement ça qui crée des opportunités», note Luc Girard.

Le titre de la TD a atteint un creux d'un an à 60,18\$, en baisse de 1,11\$. La TD est un des titres préférés de Luc Girard, avec celui

de la Scotia. La TD, parce qu'elle est peu exposée à la crise du papier commercial et la Scotia, parce que plus de 30% de ses activités sont internationales, ce qui la met un peu à l'abri de la tempête actuelle.

Du côté des compagnies d'assurances, qui sont aussi un bon achat dans le contexte actuel, sa préférence va à Manuvie et SunLife.

Le rendement en dividendes est une autre bonne raison d'investir dans les actions des banques canadiennes, explique Luc Fournier.

Le rendement du dividende se calcule en divisant le dividende versé au prix de l'action. Comparé à une obligation canadienne de 10 ans, qui rapporte 3,41%, le rendement en dividende de la Banque de Montréal atteint actuellement 7%. C'est très intéressant, sans compter que les actions ont un potentiel d'appréciation, ce que n'ont pas les obligations, explique le gestionnaire.

# VOICI MES EX :

## GROSSES BANQUES ET GROSSES COMMISSIONS.

**6,99 \$ à 9,99 \$\***

Devenez admissible à un tarif **UNIQUE** sur les actions aussi bas que **6,99 \$**



**3,55 %<sup>1</sup> D'INTÉRÊT**

Compte à rendement optimal

ADHÉREZ AUJOURD'HUI ET OBTENEZ **100 OPÉRATIONS GRATUITES<sup>2</sup>**

**E\*TRADE**  
CANADA

VISITEZ LE [www.etrade.ca](http://www.etrade.ca)

Le choix quotidien de milliers d'investisseurs.

TÉLÉPHONEZ AU 1-888-769-3723

E\*TRADE Canada est un service de Société de valeurs mobilières E\*TRADE Canada (courtier à escompte - comptes d'exécution seulement), membre du FCPE. E\*TRADE, E\*TRADE Canada, le logo de E\*TRADE Canada et le logo en astérisque sont des marques de commerce ou des marques déposées de E\*TRADE FINANCIAL Corp. ou de ses filiales et sont utilisés avec sa permission. <sup>1</sup>Sujet à des conditions. Pour des détails, y compris sur l'admissibilité, visitez le [www.etrade.ca](http://www.etrade.ca). Les frais sur les opérations U.S. sont facturés en dollars U.S. Frais de marché et de courtage électronique (ECN) applicables aux opérations effectuées avec la plateforme Power E\*TRADE Pro en sus. <sup>2</sup>Taux d'intérêt annuel en vigueur à compter du 6 mars 2008. L'intérêt est calculé sur le solde de fermeture quotidien et payé mensuellement. Le taux d'intérêt est sujet à changement à n'importe quel moment et à la discrétion de E\*TRADE Canada, sans préavis. <sup>3</sup>Sujet à des conditions. Pour des détails, y compris sur l'admissibilité, le dépôt minimum requis et la remise maximale sur commissions, visitez le [www.etrade.ca](http://www.etrade.ca).

# TEMPÊTE FINANCIÈRE

## Le Bonhomme Sept Heures



MICHEL GIRARD

La Bourse est de nouveau en crise. Gardons notre sang-froid...

L'ancien gourou de la Réserve fédérale, Alan Greenspan, vient de se transformer en Bonhomme Sept Heures. Du haut de sa réputation, il affirme que les États-Unis traversent actuellement leur pire crise financière des 45 dernières années.

Et Dieu sait que le « bonhomme » en a vu des crises financières au cours de son long règne, lequel avait débuté avec rien de moins que le krach d'octobre 1987.

Il ne faut donc pas s'étonner de voir un vent de panique souffler sur les marchés boursiers. Si M. Greenspan se montre si inquiet face à l'impact dramatique sur l'économie américaine de la fabuleuse crise du papier commercial adossé aux hypothèques à haut risque (*sub-*

*prime*), c'est parce qu'il doit avoir accès à de nouvelles données économiques qui confirment son présage. Cela laisse également entendre qu'une partie de l'intelligentsia de la haute finance américaine doit être sur la même longueur d'onde et broyer du noir.

Depuis août dernier, les titres des grands groupes financiers américains subissent un spectaculaire déconfiture, nombre d'entre eux ayant fondu au-delà de 50%, 60% et même plus.

Prenons la journée d'hier. La crise a frappé fort lorsqu'on a vu le titre de la banque d'affaires Bear Stearns crouler sous la barre des 4\$US. Au cours des 52 dernières semaines, Bear Stearns avait touché un haut de 156\$US. Pour éviter la faillite de Bear Stearns, la firme JP Morgan en a pris le contrôle hier en acquérant un bloc d'actions au prix dérisoire de 2\$US l'action.

Pendant ce temps-là, une autre banque d'affaires, Lehman Brothers (LEH: 30,73\$), subissait une dégelée. Le titre se négocie actuellement en chute de 62% à comparer à son haut des 52 dernières semaines.

Même chose d'ailleurs pour

les titres bancaires canadiens. En cours de séance boursière hier, les titres des six grandes banques canadiennes ont tous enregistré des nouveaux creux pour la période des 52 dernières semaines. Le pire titre est celui de la Banque CIBC (CM: 56,94\$), lequel accuse un recul de 47% par rapport à son haut des 12

actuel des titres bancaires canadiens reflète présentement l'ensemble des mauvaises nouvelles financières découplant de la crise américaine du papier commercial. C'est donc dire que le gros de crise boursière du côté des titres des banques canadiennes devrait être derrière nous. Maintenant, si la crise s'amplifie du

sommet historique de 2007 (soit 1576,09 points), ce nouveau creux représente une correction de 20%. Pour sa part, le NASDAQ a descendu jusqu'à 2162,99 points, en baisse de 24,4% sur le haut des 12 derniers mois (2861,51 points).

Pendant ce temps-là, le Dow Jones a su se maintenir à une centaine de points au-dessus de son creux des 52 semaines.

Chez nous, notre principal indice, le S&P/TSX Composite (autour des 12 949 points), malgré la correction d'hier, réussit à se maintenir assez loin de son récent creux (12 011 points).

Alors que la Bourse canadienne accuse un recul de 6% depuis le début de l'année, le S&P 500 affiche des pertes de 12%, le Dow Jones de 9% et le NASDAQ de 16%.

Où s'en va la Bourse? À court terme, il appert qu'on serait mûr, surtout du côté américain, pour une « correction technique » à la hausse.

Toutefois, si Alan Greenspan a raison avec « sa pire crise financière des 45 dernières années », cela laisse présager que la tempête boursière n'est pas terminée.

### SELON LA BANQUE MONDIALE

## Aucun pays n'est à l'abri

AGENCE FRANCE-PRESSE

GENÈVE — Aucun pays n'est à l'abri de la crise financière internationale, a estimé hier le président de la Banque mondiale (BM), Robert Zoellick, rejetant la théorie d'un « découplage » entre les pays occidentaux en difficulté et les pays émergents à forte croissance.

« Je ne pense pas que des pays soient à l'abri, je ne crois pas qu'il y ait un découplage », a déclaré M. Zoellick lors d'une conférence de presse au siège du Bureau international du travail (BIT) à Genève.

« Je pense que certains effets (de la crise) vont se transmettre à la fois

aux niveaux commercial et financier », a-t-il ajouté.

Saluant la forte activité de la Chine et de l'Inde, M. Zoellick s'est félicité que l'économie mondiale soit soutenue par « de multiples pôles de croissance ».

Mais il a noté que les pays émergents devaient faire face à des coûts d'emprunt légèrement plus élevés depuis l'éclatement de la crise financière aux États-Unis à l'été 2007 et que certains pays empruntaient moins qu'ils ne souhaiteraient le faire.

Il s'est inquiété aussi de la hausse des prix alimentaires et de l'énergie « qui mettent les pays pauvres sous une pression terrible ».

### OCDE-FMI

## Sauver le système financier à tout prix

VÉRONIQUE DUPONT ET GAËLLE GEOFFROY AGENCE FRANCE-PRESSE

PARIS — La crise va durer « longtemps » avec des « conséquences graves », et les autorités doivent tout faire pour éviter un effondrement du système financier mondial, ont estimé hier le secrétaire général de l'OCDE, Angel Gurría, et le patron du FMI, Dominique Strauss-Kahn.

Au lendemain du rachat en urgence de la banque d'affaires américaine Bear Stearns menacée de faillite, M. Gurría a affirmé que cette opération de sauvetage ne concernait pas « juste Bear Stearns » mais l'impérieuse nécessité d'éviter des « risques systémiques » et une panique des marchés.

« La priorité doit être la stabilité du système », a-t-il insisté, lors d'une conférence sur les réformes structurelles en Europe organisée conjointement par l'Organisation pour la coopération et le développement économique (OCDE) et le Fonds monétaire international (FMI). « Ce n'est pas que l'on aime

nationaliser Northern Rock ou sauver Bear Stearns, c'est qu'il faut donner le signal que les autorités sont prêtes à faire tout ce qui est nécessaire », a-t-il ajouté.

Dimanche, la grande banque commerciale américaine JP Morgan Chase s'est engagée à acquérir Bear Stearns, menacée de faillite, pour environ 236 millions US, une somme dérisoire. En février, la Grande-Bretagne avait décidé la nationalisation, temporaire, de la banque en difficulté, Northern Rock. M. Strauss-Kahn a commenté ces mesures en estimant que « la collectivité dans son ensemble était amenée à prendre en charge » le coût de la lutte contre une faillite du système financier, et qu'il ne s'agissait pas de « venir à la rescousse des actionnaires mais du système » financier lui-même.

Il a ajouté que les banques centrales « avaient jusqu'à présent bien géré la question de la liquidité » et qu'il n'y a « pas de raison de penser qu'elles ne seront pas capables » de fournir aux marchés les liquidités dont ils ont besoin.

## Bush veut rassurer le monde face au spectre d'une crise

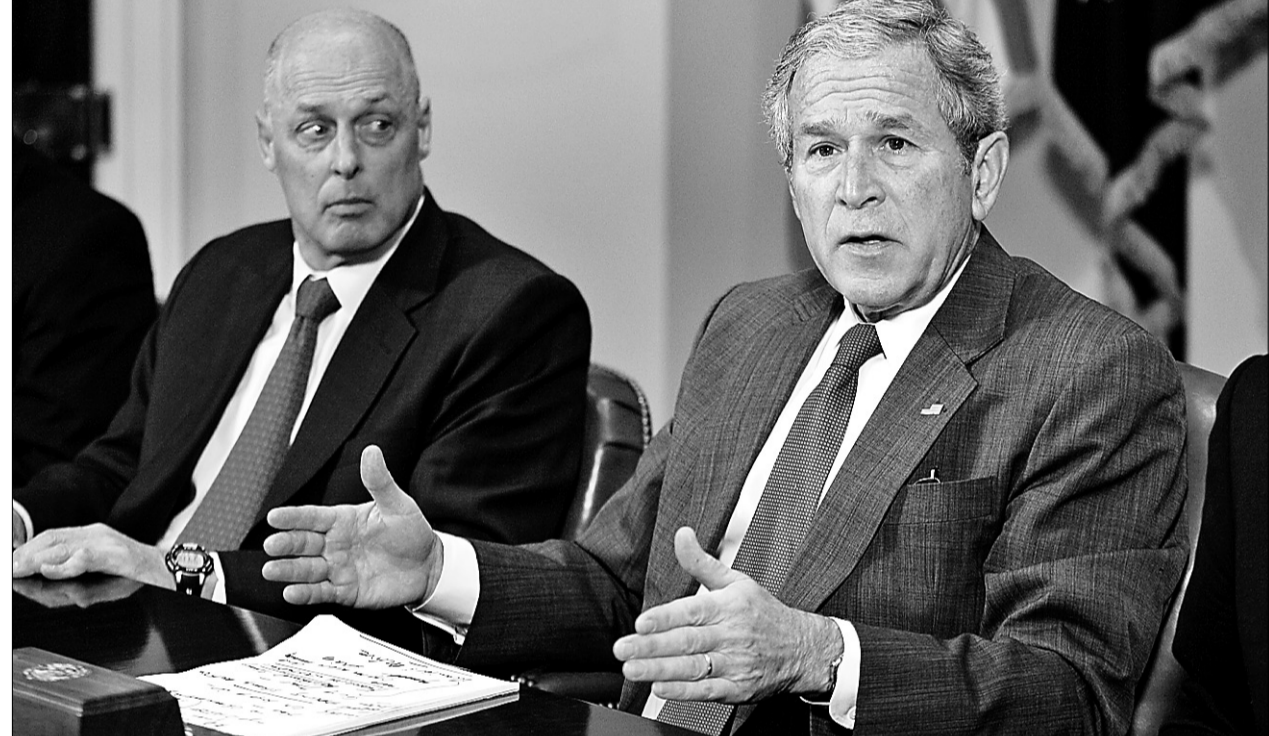


PHOTO MARTIN H. SIMON, BLOOMBERG NEWS

Le président George W. Bush (à droite) a reconnu hier que les États-Unis vivaient des temps économiques « difficiles », mais s'est empressé d'assurer que son administration contrôlait la situation, face aux inquiétudes que la crise ne se généralise. « Une chose est sûre, c'est que nous connaissons des temps difficiles, mais une autre chose est sûre, c'est que nous avons agi de manière forte et résolue », a dit M. Bush au lendemain d'une retentissante intervention de la Réserve fédérale américaine (Fed) pour éviter que la crise ne s'étende à l'ensemble du système financier, non seulement américain, mais international. « Vous avez montré au pays et au monde que les États-Unis maîtrisent la situation », a-t-il dit à l'adresse de son secrétaire au Trésor, Henry Paulson (à gauche), après que celui-ci et l'équipe économique de M. Bush eurent rendu compte de la situation au président. Il a aussi relevé les assurances données selon lui par M. Paulson, selon lesquelles les institutions financières étaient fortes et les marchés financiers fonctionnaient « efficacement ».

### BANQUE D'ANGLETERRE

## 10 milliards pour soutenir les marchés

AGENCE FRANCE-PRESSE

LONDRES — La Banque d'Angleterre (BoE) a annoncé qu'elle mettrait, à partir de 11h (heure de Greenwich) hier, 5 milliards de livres sterling (10 milliards CAN) aux enchères pendant trois jours, dans le cadre d'une opération visant à redynamiser le crédit.

Elle a d'ores et déjà annoncé que ces enchères, ajoutées aux injections classiques d'argent frais effectuées par la BoE, avaient été sursouscrites à hauteur de 23,6 milliards de livres.

La banque a dit agir en réponse aux contraintes sur le marché du crédit à court terme et surveiller de très près les conditions d'évo-

lution des marchés, en accord avec ses homologues américaine et européenne.

« La Banque avait déjà lancé une telle opération en septembre, après l'affaire Northern Rock » a rappelé Philip Shaw, d'Investec, en référence à l'effondrement de la banque britannique, victime collatérale des *subprimes*.

**AFFAIRES**  
700

**AVIS**  
800

**715 FINANCEMENT**  
1<sup>ère</sup> et 2<sup>e</sup> hypothèque Commercial - Industriel - Bloc appartements - terrain  
Engagement le même jour  
ACE MORTGAGE CORP 514-731-8585  
Depuis (1964) agent protégé

**850 AVIS DE DISSOLUTION CHANGEMENT DE NOM**  
AVIS DE DISSOLUTION  
PRENEZ AVIS que la compagnie  
9145-0320 QUÉBEC INC. demandera au  
Registraire des entreprises la permission de  
se dissoudre.  
Me Michael P. Polak

**PRÊT 1 HEURE**  
PRÊTS hypothèques, financement. Aucune offre refusée. Faillite acceptée. 514-569-8027.

**AVIS DE DISSOLUTION**  
PRENEZ AVIS que la compagnie «MODE GRACE INC./GRACE FASHION INC.» ayant son siège social au 6840 Laurendeau app. 4, Montréal Qc H4E 3Z4 a l'intention de demander sa dissolution au Registraire des entreprises.

Des conseillers expérimentés pour un service personnalisé  
LES PETITES ANNONCES  
petitesannonces@lapresse.ca  
LA PRESSE 514-987-VENDU (8363)

**PRENEZ AVIS** que la compagnie ÉCURIES LARRY POLLOCK INC./LARRY POLLOCK STABLES INC. demandera au Registraire des entreprises la permission de se dissoudre.  
Montréal, le 17 mars 2008  
Kaufman Laramée S.E.N.C.R.L.  
Procureurs de la compagnie

### La perfection. Et mieux encore.



G35x à traction intégrale d'Infiniti  
Location à partir de 498\$ /mois\* à un taux de 1,9% APR  
Comptant initial de 5 100 \$  
excluant les frais de transport et de pré-livraison

**INFINITI DE BROSSARD. INFINIMENT MIEUX.**  
9005, boul. Taschereau Ouest • 450 766-2623 • www.infinitidebrossard.com



\*Location d'une berline G35x à traction intégrale 2008 (G4XG78 CPO0) neuf (neuve). Taux de 1,90% pour un contrat de location de 39 mois. Le versement mensuel est de 498 \$ avec un acompte de 5 100 \$, RDPRM de 77 \$ et première mensualité payables au début du bail. Renonciation au dépôt de sécurité. Les locations sont établies en fonction d'un kilométrage maximal de 24 000 km par année avec des frais de kilométrage excédentaire de 0,15 \$/km (0,10 \$/km si payé au moment de la signature du contrat). L'obligation totale du contrat de location s'élève à 24 522 \$. Les frais de transport et de préparation de 1 650 \$, les frais d'immatriculation, d'assurance, d'enregistrement et les taxes sont en sus. Les concessionnaires peuvent vendre à prix moindre. Il se peut que le concessionnaire soit obligé de faire une commande ou un échange. L'offre, conditionnelle à l'admissibilité du client au crédit, est en vigueur pour une durée limitée par le biais des services financiers d'Infiniti. Elle peut faire l'objet de changements sans préavis et ne peut être jumelée à aucune autre offre. Pour en savoir davantage, renseignez-vous chez un concessionnaire Infiniti de votre voisinage. Voyez votre concessionnaire Infiniti pour plus d'information.

# TEMPÊTE FINANCIÈRE

## PAPIER COMMERCIAL

# La cour accorde sa protection

MARTIN VALLIÈRES

Un autre détournement est imposé à la crise du papier commercial non bancaire, cette affaire de 32 milliards de dollars dans laquelle la Caisse de dépôt et placement du Québec et la Banque Nationale courent de grands risques.

Cette fois, après le passage d'une autre date de tombée pour une entente, vendredi dernier, le «comité Crawford» de restructuration du papier commercial a dû demander la protection de la justice

pour mener à terme ses tractations, d'ici la fin d'avril.

Cette protection à l'égard des 20 fiducies émettrices de papier commercial a été obtenue en cour hier à Toronto, selon la Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies. (LACC).

Cette protection juridique est consentie pour une première période de 30 jours, jusqu'au 16 avril, et pouvant être prolongée avec une autre requête en cour.

Elle est l'équivalent d'une protection de faillite pour une entreprise commerciale en péril financier qui veut se prémunir contre des recours de créanciers mécontents.

Dans ce cas-ci, il s'agit des détenteurs de papier commercial non bancaire et adossé à des actifs (PCAA), qui pourraient s'en prendre aux fiducies émettrices pour réclamer leurs fonds gelés depuis huit mois.

Selon le comité Crawford, dirigé par l'avocat d'affaires torontois Purdy Crawford, la protection des fiducies selon la LACC succède «comme prévu» à l'entente de statu quo qui prévalait entre les intervenants du PCAA.

Et avec cette protection juridique, le comité s'affirme plus en mesure de terminer sa proposition de règle-

## PAPIER COMMERCIAL: SOCIÉTÉS TOUCHÉES AU QUÉBEC

Société	Perte déclarée	Valeur encore à risque
Caisse de dépôt et placement	1,9 milliard	12,6 milliards
Banque Nationale	575 millions	1,72 milliard
Mouvement Desjardins	276 millions	1,62 milliard
Gr. Transat A.T.	25,2 millions	118,5 millions
Gr Jean Coutu	3,7 millions	31,8 millions
Corp. Prêts Hypothécaires ACE	n.d.	12,5 millions

Sources: sociétés, archives médias /// Tableau: La Presse Affaires

ment aux détenteurs de PCAA. Ces derniers devaient obtenir les documents d'information requis «au cours des prochains jours», selon M. Crawford.

Suivra l'invitation à des assemblées extraordinaires de vote qui sont prévues à la fin d'avril dans les cinq principales villes d'affaires, dont Montréal et Toronto.

La proposition du comité cible la conversion du PCAA en titre de dette à échéance jusqu'à sept ans. Elle requerra l'approbation d'une majorité double (en nombre et à 66% de la valeur) des détenteurs de PCAA.

Mais encore hier, M. Crawford

a insisté sur l'importance d'obtenir cet accord. Car l'autre solution, a-t-il averti, pourrait être une «liquidation forcée» du PCAA et des fiducies émettrices, menant à des «pertes significatives» chez ses détenteurs.

Parmi eux, on remarque des institutions financières québécoises comme la Caisse de dépôt et placement, la Banque Nationale et le Mouvement Desjardins (voir tableau).

Aussi, plusieurs entreprises avaient investi des millions en liquidités dans le PCAA, comme le voyageur Transat AT et le détaillant Jean Coutu. Chez ce dernier, le

vice-président aux finances, André Belzile, se disait résigné à attendre la proposition du Comité Crawford, malgré le délai.

«Nous avons pas mal d'argent dans le PCAA (environ 31,8 millions) et nous tenons à le récupérer», a-t-il souligné.

«Entre-temps, nous demeurons confiants d'avoir une solution à la crise dans le meilleur intérêt de tous. Et s'il devait y avoir des pertes, et faute d'entente satisfaisante, la protection des fiducies (selon la LACC) ne nous priverait pas de recours possible contre ceux (Banque Nationale) qui nous ont vendu ce papier commercial.»

Ce lot de 32 milliards en PCAA non bancaire, faut-il rappeler, est constitué de titres de placement à très court terme qui regroupent divers titres de dettes d'affaires et hypothécaires.

Ce PCAA était utilisé par des institutions financières, des investisseurs et des entreprises pour relever le rendement de leurs liquidités à court terme.

Ce marché du PCAA non bancaire est gelé au Canada depuis la mi-août, après l'éclatement sur les marchés financiers de la crise du crédit à risque aux États-Unis.

Cette crise du crédit, et les pertes énormes qu'elle engendre dans le milieu financier, continue de sévir sur les marchés.

Hier encore, à la Bourse de Toronto, l'indice sectoriel des services financiers a encore reculé de 2,5%, ce qui gonfle à 24% sa perte de valeur depuis la mi-août 2007.

## DATES D'ASSEMBLÉE

Données fournies par la société émettrice par l'entremise de SERVICES DE DÉPÔT ET DE COMPENSATION CDS INC.  
\* Modifications aux renseignements déjà publiés.  
A = annuelle; S = spéciale; G = générales;  
X = supplémentaire; E = extraordinaire.  
% = annulé; @ = ajournée.

Raison sociale	Date inscr.	Date d'ass.	Type d'ass.
Abington Ventures Inc	Mars28	Mai 08	AG
Accord Financial Corp	Mars31	Mai 07	AG
Aidenda Capital Inc.	Mars10	Avr 17	S
Adriana Resources Inc.	Mars07	Avr 30	AG
Advitech Inc.	Avr 03	Mai 08	AG
Ainsworth Lumber Co Ltd	Mars31	Mai 05	AG
Alder Resources Ltd.	*Fevr19	Avr 15	AGS
Aldridge Minerals Inc.	*Mars27	Mai 01	AGS
Apollo Gold Corporation	Avr 03	Mai 06	A
Aquiline Resources Inc	Avr 14	Mai 15	AGS
Argosy Minerals Inc.	Avr 04	Mai 23	AG
Artec Infrastructure Income	Avr 04	Mai 15	AG
Aston Hill Financial Inc.	Avr 24	Mai 29	AG
Atlas Minerals Inc.	Mars24	Avr 25	AG
Automodular Corporation	Avr 03	Mai 08	AG
Avcorp Industries Inc.	Avr 02	Mai 22	A
ARC Energy Trust	Avr 07	Mai 12	AG
ARC Resources Ltd	Avr 07	Mai 12	AG
Baja Mining Corp.	*Mars07	Mai 01	AGS
Bam Investments Corp.	Mars25	Mai 13	A
Baytex Energy Ltd.	Avr 03	Mai 20	AG
Baytex Energy Trust	Avr 03	Mai 20	AG
Berens Energy Ltd.	Avr 04	Mai 21	AGS
Biovail Corporation	Avr 28	Juin25	AS
Bow Valley Energy Ltd	Avr 01	Mai 08	AG
Brampton Brick Limited	Avr 04	Mai 14	A
Breakwater Resources Ltd.	Avr 15	Mai 01	AG
BF Minerals Ltd.	Avr 01	Mai 01	AS
BFI Canada Income Fund	Avr 03	Mai 13	AG
Calvalley Petroleum Inc.	Mars21	Mai 20	AG
Cameco Corporation	Avr 03	Mai 15	AS
Canadian Energy Services LP	Avr 07	Mai 12	AS
Cell-Loc Location Technologies	Avr 04	Mai 15	AG
Celtic Exploration Ltd.	Mars31	Avr 30	AG
Cenotech Inc	Mars31	Avr 30	AG
Centerra Gold Inc.	Mars31	Mai 07	A
Centiva Capital Inc	Avr 08	Mai 12	AGS
Ceramic Protection Corporation	Avr 04	Mai 12	AS
Cinram International Income Fd	Avr 04	Mai 12	A
Clarke Inc.	Avr 07	Mai 12	AG
Columbus Gold Corporation	Avr 04	Mai 09	AG
Compton Petroleum Corporation	Mars31	Mai 12	A
Constantine Metal Resources Lt	Mars31	Mai 07	AG
Corel Corporation	Mars31	Mai 07	AS
Coventree Inc.	*Fevr12	Mars28	A
CML Healthcare Income Fund	*Mars20	Mai 07	A
CRH Medical Corporation	Avr 25	Mai 27	AG
Davis + Henderson Income Fund	Avr 01	Mai 05	A
Daylight Resources Trust	Avr 03	Mai 08	AG
Delphi Energy Corp	Avr 15	Mai 22	A
Diaz Resources Ltd.	Mars12	Avr 16	AS
Disenco Energy Plc	Avr 04	Mai 12	AG
Divestco Inc	Avr 04	Mai 06	AS
Dover Industries Limited	Avr 14	Mai 29	AG
EcoMax Energy Services Ltd	Avr 04	Mai 14	AG
Emergence Resort Canada Inc.	Mars07	Avr 08	AG
Endurance Gold Corporation	Avr 03	Mai 08	AG
Energentia Resources Inc.	Avr 03	Mai 01	S
Englobe Corp.	Mars24	Avr 28	AS
Equitable Group Inc.	Avr 04	Mai 13	A
Etruscan Resources Inc.	Avr 07	Mai 22	A
EGI Financial Holdings Inc.	Avr 03	Mai 08	AG
FairWest Energy Corporation	Mars28	Mai 07	AG
First National Financial IF	Avr 01	Mai 06	AG
Fond de revenu Hélicoptères Ca	Avr 03	Mai 14	AG
Fonds de revenu Harco	Avr 03	Mai 08	A
Fonds diversifié universel AIC	Avr 04	Mai 15	S
Fonds univ rev div sup AIC	Avr 04	Mai 15	S
Franconia Minerals Corporation	*Mars03	Avr 21	AS
FP Newspapers Income Fund	Mars31	Mai 07	A
Gabriel Resources Ltd.	*Avr 02	Mai 07	AS
Galleon Energy Inc.	Mars31	Mai 13	AG
General Donlee Income Fund	Avr 14	Mai 20	AG
Genetate International Corp.	Avr 07	Mai 07	A
Golden Queen Mining Co. Ltd.	Avr 01	Mai 16	AGS
Goldeye Explorations Limited	Mai 05	Juin05	AS
Guardian Capital Group Limited	Avr 17	Mai 23	A
GMP Capital Trust	Mars28	Mai 09	A
Hall Train Entertainment Inc.	Mars25	Avr 23	AG
Hammond Power Solutions Inc.	Avr 04	Mai 08	AG
Harvest Energy Trust	Mars31	Mai 20	AS
Home Capital Group Inc	Mars20	Mai 14	AG
Home Equity Income Trust	Avr 04	Mai 08	A
HTI Ventures Corp.	Mars25	Avr 29	AG
Impax Energy Services Income	Avr 02	Mai 21	A
Imris Inc.	Avr 01	Mai 15	AG
International Barytex Resource	Avr 18	Mai 23	AG
Iteration Energy Ltd.	Avr 02	Mai 22	AS
Kilam Properties Inc.	Avr 01	Mai 08	AGS
La Mancha Resources Inc	Avr 09	Mai 14	AG
Landrill International Inc.	Avr 08	Mai 13	AGS
Les Manufacturiers Komet inc	*Fevr 29	Avr 03	AGS
Lihir Gold Limited	Mars17	Mai 21	AG
Linamar Corporation	Avr 09	Mai 13	AG
LAB Recherche Inc	Avr 03	Mai 12	AG
Macro Enterprises Inc	Avr 01	Mai 08	AG
MacDonald Dettwiler and Assoc	Avr 04	Mai 09	A
Matrix Fund Management Inc.	Mars31	Mai 12	AG
Medical Facilities Corporation	Avr 10	Mai 14	AG
Moneta Porcupine Mines Inc.	Avr 04	Mai 07	AG
Monroe Minerals Inc.	Avr 02	Mai 14	AG
Moto Goldmines Limited	Avr 24	Mai 30	A
MDC Partners Inc	Avr 04	Mai 30	A
Nabors ExchangeCo (Canada) Inc	Juin03	A	
Napier Environmental Technolog	Mars25	Avr 24	AGS
NewNorth Projects Ltd	Avr 07	Mai 22	AS
Next Millennium Commercial Cor	Avr 17	Mai 22	AG
NuVista Energy Ltd.	Avr 04	Mai 08	A
Painted Pony Petroleum Ltd	Avr 07	Juin04	AGS
Pan American Silver Corp.	Avr 02	Mai 13	AG
Peak Gold Ltd.	Avr 11	Mai 14	AGS
Petro Andina Resources Inc.	Avr 04	Mai 22	AG
Peyto Energy Trust	Mars25	Mai 13	AG
Phoenix Technology Income Fund	Mars31	Mai 08	AG
Pizza Pizza Royalty Income	Avr 04	Mai 12	A
Pollard Banknote Income Fund	Avr 03	Mai 08	AG
Polymet Mining Corp	Avr 30	Juin17	AG
Precision Drilling Trust	Avr 02	Mai 07	AG
Prime Restaurants Royalty I.F.	Avr 01	Mai 08	AG
ProgrEx Resources Ltd	Mars28	Mai 13	AS
Pure Energy Services Ltd.	Avr 04	Mai 13	AG
PFB Corporation	Mars26	Avr 30	AG
QLT Inc.	Avr 01	Mai 14	AG
Railpower Technologies Corp.	Avr 04	Mai 12	AS
Red Mile Capital Corp	Avr 09	Mai 26	AG
RepeatSeat Ltd	Avr 02	Mai 20	AS
Rex Diamond Mining Corporation	Mars31	Avr 30	AS
Royal Host R.E.L.T.	Avr 04	Mai 12	AG
Royal Utilities Income Fund	Avr 02	Mai 21	AS
RIOCAN REAL ESTATE INVESTMENT	Mars28	Mai 27	A
Sandvine Corporation	Avr 10	Mai 15	AG
Sentry Select Total Strategy	*Mars24	Mai 20	S
Serrano Energy Ltd.	Avr 01	Mai 07	AG
Sherrit International Corp.	Avr 03	Mai 22	AS
Sienna Gold Inc	Avr 01	Mai 15	AS
Sofame Technologies Inc	*Fevr22	Avr 11	AS
Softchoice Corporation	Avr 02	Mai 07	AG
Somerset Entertainment Income	Avr 02	Mai 13	AG
SouthGobi Energy Resources Ltd	Mars24	Mai 21	AG
Spectra Energy Can Exchangeco	Mars10	Mai 08	A
Spectra Energy Can Exchangeco	Mars13	Mai 08	A
Stella-Jones Inc.	Mars31	Mai 07	AS
Strait Gold Corporation	Avr 08	Mai 08	AS
Streetlight Intelligence Inc.	*Mars17	Avr 21	AS
Sunorca Development Corp	Mars07	Avr 15	AGS
Suramina Resources Inc.	Avr 02	Mai 12	AS
SICAV actions mondiales AIC	Avr 04	Mai 15	S
SICAV diversifié universel AIC	Avr 04	Mai 15	S
Technicoil Corporation	Avr 04	Mai 20	A
Technologies Miranda Inc.	Avr 02	Mai 07	AG
Tembec Inc	*Fevr28	Mars28	AG
TerraVest Income Fund	Avr 04	Mai 14	A
Terrenex Ltd.	Mars28	Avr 28	S
Theralase Technologies Inc.	Avr 04	Mai 12	AG
Thunderbird Resorts Inc.	Avr 28	Juin02	AG
Tiex Inc	Avr 04	Mai 07	AGS
Torque Energy Inc	Avr 14	Juin12	AG
Tratiglar Energy Ltd	Mars31	Mai 13	AG
TriStar Oil & Gas Ltd	Mars28	Mai 09	AG
Uravan Minerals Inc.	Avr 18	Mai 23	AG
UR-Energy Inc	Avr 03	Mai 08	AG
Valverde Capital Corp	*Fevr27	Avr 21	AGS
Vector Aerospace Corporation	Avr 04	Mai 14	AG
Verenex Energy Inc.	Avr 03	Mai 08	AG
Vero Energy Inc.	Avr 01	Mai 15	AGS
Vicwest Income Fund	Avr 17	Mai 27	AS
Visphor Corporation	Avr 04	Mai 09	AGS
VRB Power Systems Inc.	Avr 02	Mai 30	AG
Water Capital Inc.	Avr 01	Mai 02	AS
West Energy Ltd	Avr 03	Mai 07	A
West Isle Energy Inc.	Mai 01	Juin03	AG
Western Forest Products Inc.	Avr 01	Mai 08	AG
ZCL Composites Inc.	Avr 03	Mai 09	AG
222 Pizza Express Corp	Mars27	Avr 29	AG



Votre entreprise, on en fait notre affaire.

## Services aux entreprises

– La première banque des entrepreneurs

Plus d'entreprises s'en remettent à nos spécialistes pour les aider à développer leurs affaires.

– Des services bancaires adaptés à votre réalité

Une vaste gamme de solutions novatrices conçues spécialement pour les PME.

1 877 394-6611  
bnc.ca/entreprises



# LA PRESSE AFFAIRES

## À L'AGENDA

/// ■ PRÉVISIONS ■ RÉEL BPA: bénéfice par action M: million G: milliard

**AUJOURD'HUI**  
Indice des prix à la consommation (Canada) février: **0,3%** janvier: **-0,2%**  
Mises en chantier (É.-U.) février: **995 000 unités** janvier: **1 012 000 unités**

**DEMAIN**  
General Mills BPA 3T: **78,4US**  
Nike BPA 3T: **79,4US**

**JEUDI 20 MARS**  
Indicateurs avancés (Canada) février: **0,1%** janvier: **0,2%**  
Indicateurs avancés (États-Unis) février: **-0,3%** janvier: **-0,1%**

**VENDREDI 21 MARS**  
Marchés fermés au Canada et aux États-Unis (Vendredi saint)

**LUNDI 24 MARS**  
Tiffany & Co BPA 4T: **1,21\$US**  
Walgreen BPA 2T: **67,4US**

**MARDI 25 MARS**  
Ventes au détail (Canada) janvier: **0,9%** décembre: **0,6%**  
Confiance des consommateurs (États-Unis) mars: **75,0** février: **75,0**

Source: Bloomberg

### POUR NOUS JOINDRE

La Presse Affaires, 7, rue Saint-Jacques, Montréal (Québec) H2Y 1K9  
lpa@lapresseaffaires.com

## SUDOKU

	9	7						2
				2				
2				7	5			6
	2	1			3			
4				5			2	1
					7	3		6
	7			6		8	5	
	5							
3	4	8		9				2

Niveau de difficulté : MOYEN

0955

Placez un chiffre de 1 à 9 dans chaque case vide. Chaque ligne, chaque colonne et chaque boîte 3x3 délimitée par un trait plus épais doivent contenir tous les chiffres de 1 à 9. Chaque chiffre apparaît donc une seule fois dans une ligne, dans une colonne et dans une boîte 3x3.

### Solution du dernier sudoku

5	3	8	1	4	9	2	6	7
2	1	6	7	5	3	4	8	9
4	9	7	8	6	2	5	3	1
7	6	9	2	3	5	8	1	4
1	4	3	6	9	8	7	2	5
8	2	5	4	1	7	6	9	3
9	7	2	5	8	1	3	4	6
6	5	1	3	2	4	9	7	8
3	8	4	9	7	6	1	5	2

Ce jeu est une réalisation de Ludipresse. Pour plus d'informations, rendez-vous sur le site [www.les-mordus.com](http://www.les-mordus.com) ou écrivez-nous à [info@les-mordus.com](mailto:info@les-mordus.com)

Par Fabien Savary

0954

## INTERNATIONAL PAPER

# Achat de la division emballage de Weyerhaeuser pour 6 milliards US

AGENCE FRANCE-PRESSE

WASHINGTON — Le groupe papeter américain International Paper va racheter les activités emballage et recyclage du géant américain des produits forestiers Weyerhaeuser pour 6 milliards US en numéraire, selon un communiqué publié hier par le groupe.

La transaction, qui doit encore obtenir le feu vert des autorités de régulation, devrait être conclue au troisième trimestre de 2008, selon le communiqué.

International Paper précise que l'acquisition portant sur des actifs et non des actions, le groupe va bénéficier d'une déduction fiscale de 1,4 milliard US. Le coût net de ce rachat sera donc de 4,6 milliards US.

L'acquisition sera financée par emprunt, plusieurs établissements financiers s'étant déjà engagés à prêter les fonds nécessaires à International Paper, selon le communiqué.

Weyerhaeuser avait annoncé lors de la publication de ses résultats annuels avoir mené une « réflexion stratégique » sur son activité

emballage, se déclarant « satisfait de l'éventail des options » qui s'offraient au groupe et « désireux de conclure le processus ».

L'activité emballage et recyclage de Weyerhaeuser a enregistré en 2007 un chiffre d'affaires de 5,16 milliards US, en hausse de 5 % sur un an, et a contribué au résultat pour 382 millions US. À l'échelle du groupe, le bénéfice a atteint 790 millions US.

### Potentiel inexploité

International Paper indique avoir identifié des « occasions d'amélioration du bénéfice d'environ 400 millions US » liées à l'acquisition.

Le groupe prévoit de concrétiser ces occasions grâce à une réduction des doublons, principalement dans le domaine administratif, l'intégration des activités de production et l'optimisation de la chaîne de production et des approvisionnements.

International Paper compte réaliser 40 % de ces améliorations dans les 12 mois qui suivront la conclusion du rachat, le reste intervenant avant la fin de la troisième année.



PHOTO DAMIAN DOVARGANES, ASSOCIATED PRESS

L'activité emballage et recyclage de Weyerhaeuser a enregistré en 2007 un chiffre d'affaires de 5,16 milliards US, en hausse de 5 % sur un an. Sur la photo, un camion chargé de rouleaux de papier recyclé quitte l'usine Weyerhaeuser Co. d'Oxnard, en Californie.

# Les résultats de Quebecor inc. se font attendre

LA PRESSE CANADIENNE

Quebecor inc. reporte la publication de ses états financiers consolidés pour l'exercice terminé le 31 décembre 2007, soulignant que celle-ci est tributaire de la production par sa filiale Quebecor World de ses propres résultats financiers pour le même exercice.

Compte tenu de ce dépôt tardif, Quebecor, qui ne peut indiquer pour le moment à quelle date ses résultats seront présentés, demandera incessamment à l'Autorité des marchés financiers (AMF) d'émettre des interdictions d'opérations empêchant les administrateurs et membres de la direction de Quebecor d'ef-

fectuer des opérations sur ses titres.

Quebecor reconnaît par ailleurs que si les documents (états financiers consolidés, rapport du vérificateur, rapport de gestion et notice annuelle) ne sont pas publiés avant le 31 mai, l'Autorité des marchés financiers et les autres autorités réglementaires en valeurs mobi-

lières du Canada pourraient émettre des interdictions d'opérations visant tous ses titres.

Quebecor reportera également la tenue de son assemblée générale annuelle prévue pour le 8 mai.

Le groupe dit qu'il fournira entre-temps l'information requise par l'Autorité dans de telles circonstances, y compris la publi-

cation de rapports sur l'état du défaut toutes les deux semaines aussi longtemps que ses états financiers consolidés n'auront pas été publiés.

Hier, dans un marché en baisse, le titre de Quebecor inc. a reculé de 2,1 %, à 26,31 \$, à Toronto, près de son creux de la dernière année (25,35 \$).

# Télémarketing: deux Montréalais accusés

VINCENT BROUSSEAU-POULIOT

Deux Montréalais à la tête d'un réseau de télémarketing ont été accusés de télémarketing trompeur hier à Montréal.

Le Bureau de la concurrence du Canada a porté des accusations pouvant mener jusqu'à 20 ans de prison contre les

Montréalais Brian Steczko, 55 ans, et Cory Kornelson, 35 ans, ainsi que contre leurs associés Ty Nguyen, de Victoria, et Anh-Phong Vo, d'Edmonton.

Les quatre accusés auraient exploité un réseau de télémarketing trompeur par l'entremise de leurs entreprises Commutel, Marketing USA et Global Management Solution, dont les

bureaux étaient situés au 666, rue Sherbrooke à Montréal.

Leur truc: cibler des PME américaines, leur soutirer leurs coordonnées pour ensuite les rappeler et leur faire croire qu'ils avaient acheté un annuaire téléphonique de PME.

Le stratagème aurait généré des revenus de 9,3 millions de

dollars entre janvier 2003 et février 2005.

Un total de 720 PME américaines ont porté plainte au Federal Trade Commission, qui a ouvert une enquête de concert avec le Bureau de la concurrence du Canada. Selon ce dernier, aucune entreprise canadienne n'aurait été victime du stratagème.

Au Canada, chacun des quatre dirigeants est passible d'une peine maximale de 20 ans de prison et d'une amende maximale de 800 000 \$. Aux États-Unis, la Federal Trade Commission n'a pas porté d'accusations criminelles mais elle demande aux quatre dirigeants de rembourser 7,5 millions de dollars aux PME flouées.

# Un autre rappel de jouets qui fait peur

RAPPEL suite de la page 1

Mega Brands demande donc aux consommateurs de retourner ces jouets potentiellement dangereux et l'entreprise leur en expédiera d'autres gratuitement,

d'une valeur équivalente (de 10 \$ à 40 \$).

La production des jouets rappelés a cessé et Mega Brands a demandé aux détaillants concernés de les retirer de leurs tablettes.

Ce troisième rappel équivaut

à un autre oeil au beurre noir pour Mega Brands. Le fabricant a pourtant cru avoir réussi à mettre ces problèmes derrière lui, après avoir travaillé sur ces jouets avec Intertek, un des leaders mondiaux des tests de produits, pour les redessiner.

L'entreprise a déclaré par ailleurs ne pas avoir l'intention d'accepter des offres d'achat pour cette gamme de jouets magnétiques.

C'est en achetant Rose Arts Industries en 2005, au prix de 350 millions US, que Mega

Brands est devenu propriétaire de cette gamme de jouets litigieux.

Le fabricant de Montréal a par contre reçu des manifestations d'intérêt, y compris des frères Rosen, pour le rachat du reste de Rose Arts.

**SALON EMPLOI FORMATION**  
Toutes les perspectives s'offrent à vous

Plus de 150 exposants sur place.



Septembre Éditeur sera sur place. Profitez de cette occasion pour vous procurer ses ouvrages de référence dans le domaine de la carrière et de l'orientation, dont l'édition du GE 2007/2008.

# LA PRESSE AFFAIRES DÉMARRAGE D'ENTREPRISE

## La technologie, une alliée à ne pas négliger

Le démarrage d'entreprise exige passion et détermination. Pour que la pâte lève, il faut réunir beaucoup d'ingrédients. *La Presse Affaires* les aborde à tour de rôle dans le cadre d'une série de 12 articles hebdomadaires. Cette semaine, la technologie.

ISABELLE LAPORTE  
COLLABORATION SPÉCIALE

Vous comptez démarrer une affaire? Vous ne le soupçonnez peut-être pas, mais la technologie jouera un rôle majeur dans le succès de vos activités. Oui, oui, même si vous vendez des animaux en peluche, comme Univers Toutou.

L'air de rien, les clients des cinq boutiques d'Univers Toutou empruntent un parcours des plus technologiques. D'abord, leur enfant (ou le parent) choisit une peluche vide, qu'il aide à remplir en actionnant la pédale d'une rembourreuse adaptée au marché du détail.

Ensuite, il peut choisir le son émis par l'animal lorsqu'on appuie sur son bedon. Si aucune des options proposées sur le distributeur ne lui plaît, le client peut enregistrer sa propre voix.

Sur le plan technologique, ces premières étapes constituent... un jeu d'enfant. C'est ensuite qu'intervient un petit bijou de technologie: le client s'installe à un poste qui lui permettra de créer un passeport personnalisé pour son toutou, photo webcam incluse.

Ne reste qu'à passer à la douane, c'est-à-dire à la caisse, configurée de telle sorte qu'en cas de pépin, un administrateur du siège social puisse intervenir à distance.



PHOTO ARMAND TROTTIER, LA PRESSE

Chez Univers Toutou, on n'a pas hésité à faire appel à de l'aide en matière de technologie, le moment venu. « La station de création du passeport n'existait pas. On a fait développer le logiciel », explique Pierre-Luc Brodeur, l'un des deux associés d'Univers Toutou.

Dernier jalon du parcours, les parents versent une larme en voyant leur progéniture prêter serment à son nouvel ami. Aucune technologie nécessaire ici: l'enfant est invité à répéter à voix haute le serment noté sur un tableau!

Dès ses débuts en 2004, Univers Toutou s'est doté d'une boutique en ligne. Les commandes proviennent maintenant d'ailleurs loin que la Nouvelle-Calédonie. Sur le site, les clients peuvent aussi envoyer des photos. Comme le nain de jardin d'Amélie Poulain, les peluches d'Univers Toutou voient du pays.

### Aller à l'essentiel

Dominique Benarroch est directeur, Conseils en gestion chez DMR. S'il avait un seul conseil à prodiguer aux nouveaux entrepreneurs, ce serait celui-ci: « Concentrez-vous d'abord sur les technologies qui contribuent à satisfaire les besoins de vos clients ». Tout le reste est périphérique, dit-il.

« Bien que la comptabilité et la gestion des ressources humaines soient des éléments importants d'une PME, elles ne sont généralement pas au cœur de ses processus opérationnels. Un boulanger doit d'abord veiller à faciliter chacune des étapes nécessaires à la fabrication du pain », explique-t-il.

Or, en matière de technologie, le premier réflexe des nouveaux entrepreneurs est souvent d'acheter un logiciel comptable. C'est

très louable, note M. Benarroch, mais ce genre d'application est peu susceptible de leur fournir un avantage compétitif.

Une grande partie du savoir-faire des PME se retrouve dans leurs processus, soit dans la chaîne des opérations permettant de satisfaire les besoins de la clientèle. Le dirigeant doit prendre le temps d'expliquer chaque maillon de cette chaîne.

Cela fait, l'idéal est de solliciter l'avis de professionnels. « Un consultant expérimenté peut faire économiser du temps et de l'argent à un entrepreneur. Même dans le simple cadre d'une demande de soumission, ce dernier pourra se faire une tête, apprendre le jargon, obtenir des noms », souligne M. Benarroch.

### Consulter des spécialistes

Chez Univers Toutou, on n'a pas hésité à faire appel à de l'aide, le moment venu. « La station de création du passeport n'existait pas. On a fait développer le logiciel », explique Pierre-Luc Brodeur, l'un des deux associés d'Univers Toutou (avec Jules Fugère).

Au début, le poste comprenait un clavier pour entrer le nom du toutou et l'adresse courriel de son propriétaire. Ce clavier a rapidement été remplacé par un écran tactile, qui correspondait aux réflexes des clients. La technologie webcam fait aussi l'objet de fréquentes mises à jour.

Sur le plan des avantages compétitifs, on imagine faci-

lement la valeur de la base de données d'Univers Toutou, qui contient maintenant les adresses courriel de 96 000 clients. « On s'en sert pour envoyer des cartes d'anniversaire et pour annoncer des promotions, à Noël et à Pâques par exemple », précise M. Brodeur.

Les clients apprécient ces courriels occasionnels. « Il est déjà arrivé qu'on perde des adresses ou des dates. On se l'est fait dire! » raconte M. Brodeur. L'entreprise mise maintenant sur l'entretien du système. Dans chaque boutique, un technicien passe une fois par saison à titre préventif.

Vaut-il mieux acheter ou louer ses systèmes informatiques? Selon Dominique Benarroch de DMR, la plupart des technologies, surtout le matériel informa-

tique, ont tellement chuté de prix ces dernières années qu'en règle générale, il n'y a plus d'avantage à louer.

Univers Toutou possède tout son équipement, sauf les imprimantes laser. « Ça ne valait pas l'investissement, estime M. Brodeur. Notre fournisseur actuel nous garantit la disponibilité d'une imprimante de remplacement dans chaque région. Au cas où, on garde aussi une imprimante à jet d'encre dans chaque boutique. »

On n'est jamais trop prévoyant. Comme M. Brodeur a remarqué: quand la technologie lâche, c'est toujours un samedi à l'heure de pointe!

Lisez tous nos articles sur le démarrage d'entreprise au: [www.lapresseaffaires.com/demarrage](http://www.lapresseaffaires.com/demarrage)

### CONSEILS À SUIVRE

- Établir clairement les processus qui sont essentiels à la bonne marche des affaires.
- La sélection des outils technologiques ne doit pas se faire en fonction du coût, mais des bénéfices qu'ils peuvent rapporter.
- Un client qui se plaint rend service à l'entreprise. Un système de gestion et de traitement des plaintes est donc conseillé.

### ÉCUEILS À ÉVITER

- Sous-estimer les investissements nécessaires, notamment au chapitre de l'entretien préventif des systèmes.
- Négliger de former les employés qui utiliseront les technologies.
- Jouer à l'autruche en matière de sécurité informatique.

### UN ASPECT IMPORTANT: LA SÉCURITÉ

ISABELLE LAPORTE  
COLLABORATION SPÉCIALE

Les enjeux de la sécurité ne sont pas assez connus, déplore Jacques Viau, directeur de l'Institut de la sécurité de l'information du Québec.

L'entrepreneur doit d'abord se demander: « Qu'est-ce qui est essentiel à la survie de mon entreprise? » Ensuite, il doit évaluer les risques et envisager immédiatement les solutions concrètes. Par

exemple, si une intrusion, un incendie, une inondation ou un simple bris venait mettre en danger un processus essentiel, saurait-il quoi faire? A-t-il prévu une forme de redondance qui lui permettrait de contourner le problème? La sécurité à 100% n'existe pas, reconnaît M. Viau. Mais l'entrepreneur doit évaluer son niveau de confort face aux différents risques et prévoir un plan de contingence aussi détaillé que possible.



## Une expertise qui permet à votre entreprise de viser plus haut.

### Bell peut vous aider à vous établir en affaires avec succès, quelle que soit la nature de votre entreprise.

Nos spécialistes en démarrage d'entreprises travailleront avec vous afin de choisir la solution technologique qui vous aidera à vous lancer en affaires. Ainsi, vous pourrez communiquer avec les personnes les plus importantes pour vous: nouveaux clients, employés et fournisseurs.

Profitez du forfait Essentiel d'affaires de Bell, conçu tout spécialement pour les entreprises en démarrage, ou communiquez avec un de nos spécialistes aujourd'hui même afin de découvrir la meilleure solution pour votre entreprise.

### Voici le forfait Essentiel d'affaires de Bell.

Profitez d'une ligne d'affaires, d'une messagerie vocale et d'un accès Internet haute vitesse.

À partir de  
**65<sup>95</sup> \$**  
/mois  
les six premiers mois!

- Économisez 463 \$ pendant la première année<sup>2</sup>
- Possibilité de choisir votre numéro de téléphone, par exemple 514 555-SPME<sup>3</sup>
- Inscription de l'entreprise dans les annuaires pages blanches, Pages Jaunes<sup>MC</sup> et en ligne, afin de vous permettre de profiter d'une meilleure visibilité
- Recevez 250 cartes professionnelles (valeur de 100 \$)<sup>4</sup>



GRAND PARTENAIRE NATIONAL

1 888 383-6942

[bell.ca/endemarrage](http://bell.ca/endemarrage)



Réservé aux clients d'affaires du Québec et de l'Ontario, là où la technologie le permet. Dans certaines régions, le tarif mensuel est réglementé par le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (CRTC) et peut varier suivant l'emplacement géographique; ceci vaut aussi pour les économies. Modifiable sans préavis et ne peut être combiné avec aucune autre offre. Des frais de résiliation anticipée s'appliquent. Taxes en sus. D'autres conditions s'appliquent. (1) Réservé aux nouveaux clients qui s'abonnent au service téléphonique d'affaires local de base avec un contrat d'une durée de 3 ans, au service Télé réponse et au service Internet d'affaires Intermédiaire seulement. (2) Comparé aux tarifs mensuels actuels de ces services à la carte, sans engagement pour la ligne fixe et avec un contrat d'une durée de 1 an pour le service Internet d'affaires Intermédiaire, avec les frais d'activation ou d'installation applicables. (3) Selon la disponibilité. S'applique à une recherche portant simultanément sur au plus 5 numéros. (4) Il n'est pas nécessaire d'être abonné au service local ou à d'autres services tarifés de Bell. Fournies par NEBS aux clients de Bell. Les clients doivent contacter NEBS pour s'entendre sur l'impression et l'expédition. Bell n'est pas responsable des défauts. Comprend l'impression et l'expédition des cartes, avec deux encres et un logo existant. Limite de 250 cartes identiques par compte. Pages Jaunes est une marque de commerce de Groupe Pages Jaunes; <sup>MC</sup> © 2005, COVAN.

LA PRESSE AFFAIRES MARCHÉS MONDIAUX

Falsifications à la Société Générale

# Plusieurs salariés mis en cause

AGENCE FRANCE-PRESSE

PARIS — Jérôme Kerviel, le négociateur de la Société Générale soupçonné de falsifications qui ont coûté une perte record de 4,9 milliards d'euros (7,5 milliards de dollars), a expliqué aux juges avoir associé des salariés de la banque à ses opérations, ce que ces derniers ont justifié ou démenti.

La chambre de l'instruction de la cour d'appel de Paris doit se prononcer ce matin sur la première demande de remise en liberté du courtier formulée par ses avocats. M. Kerviel est incarcéré depuis le 8 février à la maison d'arrêt de la Santé à Paris. Sa détention ne peut légalement excéder quatre mois.

Lors de ses auditions devant les juges chargés du dossier, le courtier a notamment affirmé avoir « demandé à son assistant de saisir des transactions fictives et que celui-ci avait exécuté ses instructions en sachant qu'il s'agissait de masquer des positions ouvertes et des gains ».

Il a assuré avoir pris « des positions ouvertes, qui pouvaient se chiffrer à 500 ou 600 millions d'euros, à partir du poste de son supérieur hiérarchique direct et en sa présence, positions qu'il dénouait en principe dans la journée ou qu'il transférait sur son propre ordinateur à partir duquel ou il les coupait immédiatement, ou il les conservait à l'insu » de son supérieur.

M. Kerviel a également mis en cause deux autres supérieurs hiérarchiques et le responsable de la trésorerie des courtiers, « soutenant que, pour des raisons

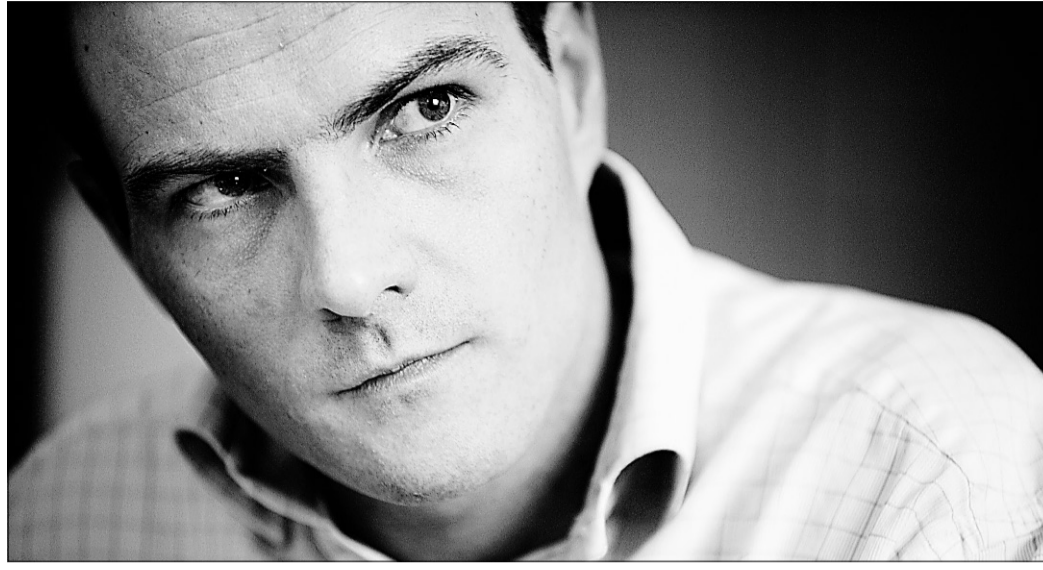


PHOTO MARTIN BUREAU, AGENCE FRANCE-PRESSE

Lors de ses auditions devant les juges chargés du dossier, Jérôme Kerviel a notamment affirmé avoir « demandé à son assistant de saisir des transactions fictives et que celui-ci avait exécuté ses instructions en sachant qu'il s'agissait de masquer des positions ouvertes et des gains ».

techniques, ils n'avaient pu que connaître ses agissements, mais qu'ils les avaient tolérés parce qu'il gagnait des sommes importantes ».

Ces déclarations sont citées dans les réquisitions écrites du parquet général sur la demande de remise en liberté du courtier, que l'AFP a pu consulter.

Elles ont servi, pour partie, au parquet général à justifier son opposition à cette libération afin d'« empêcher toute pres-

sion sur les témoins » et « toute concertation frauduleuse avec ses éventuels complices ».

Selon le document du parquet, l'assistant de M. Kerviel a formellement contesté « avoir saisi en toute connaissance de cause des transactions fictives pour permettre » au courtier « de dissimuler ses positions ouvertes et ses résultats ».

S'il a admis « avoir eu connaissance d'opérations fictives », il a expliqué que

M. Kerviel « les justifiait par le fait que passant ses ordres à la Fimat (filiale de courtage de la SocGen) en dehors des heures d'ouverture des marchés, il lui était nécessaire d'avoir en contre-partie une opération d'achat-vente d'actions sans existence réelle ».

Il a cependant reconnu « avoir effectivement pu passer, à partir du poste de Kerviel, certaines des transactions enregistrées sous son identifiant, mais pas toutes celles répertoriées ».

Le supérieur hiérarchique de Kerviel a expliqué, pour sa part, selon le même document, « ne pas avoir eu d'automate personnel à l'époque des faits et ne pas avoir pu assister aux opérations décrites » par le courtier.

« Ces auditions (de l'assistant et du supérieur hiérarchique) sont antérieures au rapport de la Société Générale concluant à l'absence de complicité », a affirmé à l'AFP M<sup>c</sup> Elisabeth Meyer, avocate du courtier, en dénonçant une nouvelle manipulation visant à accréditer cette thèse.

Dans un rapport d'étape du 20 février, la banque a conclu qu'« à ce stade des investigations, aucune preuve de détournement ou de complicité interne ou externe (...) n'a été constatée » et que « d'éventuelles usurpations informatiques n'ont pas in fine été avérées ».

Ces éléments ont été rappelés vendredi aux juges de la cour d'appel par les avocats de M. Kerviel pour qui la détention de leur client n'est pas justifiée.

## Siemens paie cher sa croissance accélérée

AGENCE FRANCE-PRESSE

BERLIN — Siemens n'en finit pas de payer les erreurs du passé: déjà empêtré dans un scandale de corruption, le géant allemand a annoncé hier qu'il va perdre 900 millions d'euros (1,41 milliard de dollars) à cause de la débâcle de grands projets industriels.

Le groupe a fait savoir dans un communiqué qu'il devra passer au deuxième trimestre de son exercice fiscal décalé cette très lourde charge négative liée à la « réévaluation de gros contrats ».

En clair, le poids lourd industriel, qui fabrique aussi bien des trains que des turbines ou des ampoules électriques, peine à suivre le rythme de commandes passées ces dernières années, quand il ne subit pas la défection de certains clients.

Par conséquent, Siemens renonce à ses objectifs financiers pour l'exercice en cours, et s'abstient dans l'immédiat d'en fixer de nouveaux.

L'annonce a choqué à la Bourse de Francfort, où l'action a perdu 17,08 % pour finir à 66,42 euros. Ce sont quelque 13 milliards d'euros de capitalisation boursière qui se sont évaporés en une journée pour le groupe.

Du côté des salariés, l'annonce a « surpris et choqué », selon un communiqué commun du comité d'entreprise et du syndicat IG Metall. Les représentants des salariés craignent « que la société ne recommence à penser à des cessions, des fermetures et des suppressions d'emplois, et que les salariés paient la facture des erreurs de la direction ».

Siemens a surtout eu les yeux plus gros que le ventre dans son activité de construction de centrales électriques « clé en main », qui a accumulé les gros contrats depuis 2004, mais a du mal à suivre en raison de pénurie de main-d'œuvre et de matière première.

Dans les transports, le groupe

allemand fait face à des retards dans l'attribution de gros contrats, par exemple la prolongation d'une ligne de train à sustentation magnétique Transrapid en Chine, et peine à résoudre les problèmes de son tramway Combino, qui présente de gros défauts techniques.

Autre écueil: l'annulation en Grande-Bretagne d'un contrat passé par le ministère du Travail pour la mise en place d'un nouveau système informatique.

« Il était grand temps » de donner ce coup de balai dans le carnet de commandes, a estimé lors d'une conférence téléphonique le patron de Siemens, Peter Löscher.

Cette opération-vérité sur l'état des contrats du groupe vient ternir encore un peu plus l'image de Siemens, passé en quelques mois du statut de fierté de l'industrie allemande à celui de vilain petit canard.

## VISA

# Une entrée en Bourse dans un marché bouleversé

AMANDINE AMBREGNI  
AGENCE FRANCE-PRESSE

NEW YORK — Le géant américain des cartes de crédit Visa s'apprête à faire son entrée en Bourse demain, dans ce qui constitue l'opération la plus importante de ce type jamais menée aux États-Unis, à un moment où les marchés sont plus affaiblis que jamais.

Visa va rejoindre son grand rival Mastercard, dont l'action est cotée à la Bourse de New York depuis bientôt deux ans.

Pour marquer sa différence, Visa a prévu une opération ambitieuse, voulant lever jusqu'à 18,75 milliards de dollars, là où Mastercard avait visé 2,6 milliards en mai 2006.

Par son volume, l'opération serait de loin la première jamais tentée aux États-Unis. L'actuel record en la matière est détenu par la division de téléphonie mobile AT&T Wireless, avec 10,6 milliards de dollars en 2000.

Mais, même en cas de succès de l'offre au prix maximum proposé, 42\$, Visa restera devanté par la première banque chinoise ICBC qui, surfant sur l'appétit des petits porteurs locaux, avait ramené 21,9 milliards dans ses filets entre les Bourses de Shanghai et de Hong-Kong en octobre 2006.

L'opération intervient à un moment peu opportun pour Visa, alors que le marché actions s'est considérablement dégradé.

Parallèlement, le marché du crédit à la consommation, fond de commerce de Visa, pâtit sérieusement des effets du ralentissement de l'économie américaine. Les concurrents de Visa, comme American Express, ont commencé à déprécier la valeur de leur portefeuille, en raison de l'augmentation du taux de non-remboursement des prêts contractés.

Visa, actuellement détenu par un consortium de banques, avait planifié son entrée en Bourse depuis octobre 2006.

Visa a même accru ses ambitions dans l'intervalle, malgré l'aggravation de l'environnement économique et les 150 milliards de pertes causés au secteur financier par la crise.

En octobre dernier, Visa ne comptait encore lever « que » 10 milliards, un objectif relevé à 18,75 milliards fin février. Ce montant correspond au haut de la fourchette de prix d'introduction, située entre 37 et 42\$ par action.

Pourtant, les introductions à Wall Street ont été rares et peu réussies depuis l'été dernier, en particulier dans le secteur financier.

En juin, le puissant fonds d'investissement Blackstone avait levé 4,13 milliards, réalisant la plus importante levée en cinq ans à Wall Street. L'euphorie a été de courte durée: l'action a fondu avec le repli des indices boursiers, valant actuellement 49 % de moins que son prix d'introduction.

En novembre, MSCI, filiale de la banque d'affaires américaine Morgan Stanley, a fait ses débuts à New York pour lever environ 250 millions. À contre-courant de Wall Street, l'action de cette entité qui se consacre à la compilation d'indices qui servent de support à de nombreux contrats boursiers a pris plus de 49 % depuis son introduction.

Hors secteur financier, les introductions en Bourse se sont également raréfiées. Virgin Mobile, joint-venture entre les opérateurs de télécoms américain Sprint Nextel et britannique Virgin, a levé près de 375 millions de dollars en octobre, mais a vu son titre chuter depuis de 83 %, à moins de 3\$.

## Réunion au Sommet

- ◆ 220 chambres et suites
- ◆ 17 salles de réunion
- ◆ Internet haute vitesse sans fil
- ◆ Restaurant *Tre Monti* fine cuisine italienne
- ◆ Piscine intérieure et spa

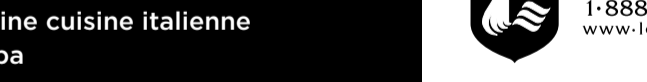
**HÔTEL LE CHANTECLER**  
1-888-916-1616  
www.lechantecler.com

Voir tous nos forfaits sur [www.lechantecler.com](http://www.lechantecler.com)

Autoroute 15 Nord, Sortie 67, Sainte-Adèle

## FONDATION ARMAND-FRAPPIER

Remise de la bourse postdoctorale Armand-Frappier



La bourse d'excellence postdoctorale d'une valeur de 30 000 \$ est décernée au Dr Luis Javier Pintos pour ses recherches sur les expositions chimiques en milieu de travail et le risque de cancer.

De gauche à droite : M. **Éric Daignault**, membre du conseil d'administration de la Fondation Armand-Frappier, M. **André Charron**, fiduciaire de la Fondation J.-Louis Lévesque, Dr **Luis Javier Pintos**, chercheur postdoctoral à l'INRS-Institut Armand-Frappier, M. **Clément Joly**, FCA, associé-conseil, Raymond Chabot Grant Thornton et président de la Fondation Armand-Frappier

[www.fondation-arfrappier.qc.ca](http://www.fondation-arfrappier.qc.ca)



## LE CERCLE CANADIEN MONTRÉAL THE CANADIAN CLUB

**DOLLAR CANADIEN / DOLLAR US : VERS UN TAUX DE CHANGE FIXE ?**

L'allocation sera prononcée en alternant le français et l'anglais.

**Lundi, 31 mars 2008**  
12h00 à 14h00, Fairmont Le Reine Elizabeth

RÉSERVATION avant midi, le jeudi 27 mars 2008 au :

1 personne	93,13 \$
Table de 8	726,92 \$
Table de 10	908,64 \$

T 514.398.0333 F 514.398.0334  
[www.canadianclub-montreal.ca](http://www.canadianclub-montreal.ca)

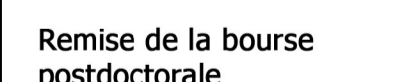
Non-membre, TAXES INCLUSES

PARTENAIRE PRINCIPAL: COMMANDITAIRE D'ÉVÉNEMENT: COMMANDITAIRES DE SAISON:

**Denis Durand**  
Associé principal Jarislowsky, Fraser Limitée

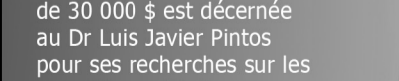
**Pierre Fortin**  
Professeur École des sciences de la gestion UQAM

**Simon van Norden**  
Professeur titulaire Service de l'enseignement de la finance HEC Montréal



De gauche à droite : M. **Éric Daignault**, membre du conseil d'administration de la Fondation Armand-Frappier, M. **André Charron**, fiduciaire de la Fondation J.-Louis Lévesque, Dr **Luis Javier Pintos**, chercheur postdoctoral à l'INRS-Institut Armand-Frappier, M. **Clément Joly**, FCA, associé-conseil, Raymond Chabot Grant Thornton et président de la Fondation Armand-Frappier

[www.fondation-arfrappier.qc.ca](http://www.fondation-arfrappier.qc.ca)



De gauche à droite : M. **Éric Daignault**, membre du conseil d'administration de la Fondation Armand-Frappier, M. **André Charron**, fiduciaire de la Fondation J.-Louis Lévesque, Dr **Luis Javier Pintos**, chercheur postdoctoral à l'INRS-Institut Armand-Frappier, M. **Clément Joly**, FCA, associé-conseil, Raymond Chabot Grant Thornton et président de la Fondation Armand-Frappier

[www.fondation-arfrappier.qc.ca](http://www.fondation-arfrappier.qc.ca)



De gauche à droite : M. **Éric Daignault**, membre du conseil d'administration de la Fondation Armand-Frappier, M. **André Charron**, fiduciaire de la Fondation J.-Louis Lévesque, Dr **Luis Javier Pintos**, chercheur postdoctoral à l'INRS-Institut Armand-Frappier, M. **Clément Joly**, FCA, associé-conseil, Raymond Chabot Grant Thornton et président de la Fondation Armand-Frappier

[www.fondation-arfrappier.qc.ca](http://www.fondation-arfrappier.qc.ca)



# Trop ou pas assez payés, nos politiciens ?



**CLAUDE PICHER**  
LA VIE ÉCONOMIQUE

La question des salaires versés à Jean Charest et Mario Dumont par leurs propres partis politiques a remis sur le tapis la question de la rémunération des dirigeants politiques.

Nous entrons ici dans un monde purement irréaliste. La politique est le seul métier où votre rémunération n'a rien à voir avec votre valeur réelle sur le marché du travail. Aucun des critères généralement reconnus par les spécialistes en ressources humaines ne tient : qualifications professionnelles, expérience, scolarité, contacts, culture générale, sens du leadership, esprit d'initiative et autres qualités personnelles, rien de cela ne compte lorsqu'il s'agit de déterminer le salaire d'un député.

Comme de raison, cela conduit à des aberrations. Un neurochirurgien qui quitte la pratique pour devenir ministre de la Santé, comme Philippe Couillard,

accepte de diviser son salaire par trois. Sans compter qu'après des années en politique, privé de formation médicale continue, il lui sera extrêmement difficile de réintégrer sa pratique.

Plusieurs présidents de banque feraient sans doute d'excellents ministres des Finances, mais allez donc leur demander de diviser leur rémunération par 20!

À l'inverse, si vous êtes permanent syndical, travailleur social, étudiant, avocat stagiaire, relationniste, enseignant, fonctionnaire (toutes ces conditions sont représentées à l'Assemblée nationale et aux Communes), vous doublez, triplez ou même quadruplez votre salaire en vous faisant élire député.

Dans ces conditions, il est tentant de penser qu'en haussant les salaires des politiciens, on attirerait davantage de personnes hautement compétentes en politique. Ce n'est pas certain.

Mis à part quelques rares exceptions du milieu artistique et du sport professionnel, c'est chez les cadres supérieurs du secteur privé que l'on trouve les plus hauts revenus. Je parle ici, incluant salaire et autres avantages, d'au moins 1 million par année.

Mettons que l'on accepte de payer nos ministres 1 million par année. Je suis prêt à mettre ma main au feu que vous n'attirez pas beaucoup de cadres, pour la bonne raison que les deux postes sont très différents. Le président d'entreprise est maître de ses

Les dépenses du ministre sont décortiquées sur la place publique (et souvent éreintées par des commentateurs dont les salaires sont largement supérieurs à ceux des politiciens). Les cadres du secteur privé n'ont de comptes à rendre qu'à leur supérieur.

Le ministre travaille le soir et les fins de semaine, n'a plus de vie de famille, a sacrifié sa vie professionnelle, est constamment exposé aux critiques, parfois aux injures de l'opinion publique et des médias, et risque à tout moment de se faire entarter par

les ministres. Le job de député est exigeant, certes, mais c'est sans commune mesure avec l'horaire et les responsabilités des ministres, à plus forte raison du premier ministre.

Au fédéral, le simple député gagne 150 000\$. À mon avis, c'est très bien payé, même trop. En revanche, le premier ministre Harper touche 300 000\$. Il est clair que les exigences de la fonction sont infiniment plus lourdes que celles du député. Le premier ministre, peu importe les critères que vous retiendrez, est sous-payé. C'est la même chose au Québec, où Jean Charest touche moins de 200 000\$.

Encore là, ce n'est pas une raison pour pousser les salaires à des niveaux stratosphériques. On ne se lance pas en politique pour faire fortune. Les sondages montrent que les gens ont une opinion très négative des politiciens.

Malgré cela, peut-être suis-je trop naïf, mais je suis convaincu que la vaste majorité des femmes et des hommes qui se lancent dans le monde souvent ingrat de la politique le font parce qu'ils croient en un idéal, parce qu'ils veulent faire avancer les choses, parce qu'ils sont sincèrement animés par le désir de servir.

**Le ministre travaille le soir et les fins de semaine, n'a plus de vie de famille, a sacrifié sa vie professionnelle, est constamment exposé aux critiques, parfois aux injures de l'opinion publique et des médias.**

décisions; dans les entreprises qui connaissent l'importance de déléguer, les vice-présidents et gestionnaires de haut niveau possèdent une vaste autonomie. C'est beaucoup plus stimulant qu'en politique. Le ministre ne peut prendre aucune décision importante sans consulter le bureau du premier ministre.

le premier crétin venu. Les gens d'affaires sont largement à l'abri de tout cela.

De plus, en offrant de plus gros salaires aux politiciens, vous risquez d'attirer encore plus de faiseux, d'aventuriers et d'incompétents.

Cela soulève une autre question: l'écart salarial entre les députés et

## FONDS COMMUNS

# Les acheteurs se tournent vers le marché monétaire

LA PRESSE CANADIENNE

TORONTO — Les investisseurs canadiens se sont montrés prudents à l'approche de la date limite du 1<sup>er</sup> mars pour leurs cotisations à leur régime enregistré d'épargne-retraite (REER), plaçant un total de 3,2 milliards de dollars dans des fonds du marché monétaire en février.

Les ventes nettes de fonds communs à long terme ont pour leur part totalisé 2,9 milliards, en baisse par rapport aux 7,7 milliards investis en février 2007, d'après des données dévoilées hier par l'Institut des fonds d'investissement du Canada.

Les ventes de 2,9 milliards représentent néanmoins une amélioration par rapport aux rachats nets de 4,3 milliards enregistrés en janvier, mois pendant lequel l'indice de référence S&P/TSX de la Bourse de Toronto a chuté de près de 5%.

Les ventes nettes mensuelles de 3,2 milliards dans les fonds des marchés monétaires se comparent à de maigres ventes de 303,5 millions un an plus tôt.

Le groupe RBC Gestion d'actifs, de la Banque Royale, qui continue de gruger des parts du marché des fonds d'investissement, a haussé ses actifs de 3,2% en février, à 84,2 milliards. Par rapport au mois de février

l'année dernière, cela représente un gain de 12,8%.

L'industrie canadienne des

fonds communs de placement gérait des actifs totaux de 678,7 milliards à la fin de février, une

hausse de 1,1% par rapport au mois de janvier, mais un recul de 0,2% par rapport à février 2007.

## BCE : la décision du tribunal en appel

LA PRESSE CANADIENNE

Les porteurs de débentures de BCE ont porté en appel, hier, la décision de la Cour supérieure du Québec approuvant la prise de contrôle, au coût de 52 milliards de dollars, de la plus importante entreprise de télécommunications au Canada.

Les avocats représentant les porteurs de débentures ont présenté en Cour d'appel du Québec quatre contestations de la décision rendue par le juge Joel Silcoff en faveur de BCE, le 8 mars, au terme de 28 jours d'audiences au cours desquelles 34 personnes ont été appelées à témoi-

gner. Les avocats ont avancé que le juge Silcoff a erré au chapitre des faits, mais aussi en ce qui a trait au droit. Le juge Silcoff a donné raison à BCE et au conglomérat dirigé par le Régime de retraite des enseignants et des enseignants de l'Ontario (Teachers'), qui souhaite faire l'acquisition du géant canadiens des télécommunications, maison mère de Bell Canada.

Les porteurs de débentures cherchaient à bloquer la transaction, qu'ils jugent injuste puisqu'elle accroîtra la dette de l'entreprise, faisant de leurs obligations un investissement à plus haut risque.

**SIMULATION BOURSIÈRE DANS INTERNET**

**Les meneurs en performance financière au 16 mars 2008**

NOM	INSTITUTION/VILLE	VALEUR
<b>Portefeuille boursier au secondaire</b>		
Dominic Rioux-Gagnon/ Pierre-Luc Morin-Boies	É. s. du Plateau	148 804 \$
Paul Kalash/ Mathieu Brunette	Collège Jean-de-la-Mennais	134 939 \$
Gislain Armand	Collège Beaubois	131 005 \$
<b>Portefeuille boursier au collégial</b>		
Michele Furino	Collège André-Grasset	134 642 \$
Guillaume-Alexandre Kérouack	Cégep de Rivière-du-Loup	122 952 \$
Nicholas Dion	Cégep Saint-Jean-sur-Richelieu	119 602 \$
<b>Portefeuille diversifié scolaire</b>		
Marco Frascarelli	UQAM	366 838 \$
Colin Lebeau-Mathieu	Cégep régional de Lanaudière à Joliette	249 147 \$
Rémy Côté	Université du Québec à Trois-Rivières	231 299 \$
<b>Portefeuille diversifié, grand public</b>		
Rejean Maltais	Shawinigan-Sud	280 717 \$
Hélène Matteau	Montréal	276 743 \$
Jean-Jacques Gagnon	Montréal	241 541 \$
<b>Portefeuille boursier, grand public</b>		
Dominique Lebrun	Cowansville	239 906 \$
Julie Asselin	Carignan	203 631 \$
Jean-Sébastien Blais Riendeau	Longueuil	154 900 \$

**FAITES FRUCTIFIER 100 000\$ EN NEUF SEMAINES**

Valeur moyenne Portefeuille boursier: **98 294 \$**

Portefeuille diversifié: **98 321 \$**

**bourstad.ca**

Les résultats des volets Gestion de portefeuille et Responsabilité sociale seront dévoilés à la fin de la simulation. Initiative du Collège de Rosemont, BOURSTAD est rendue possible grâce à la contribution exceptionnelle de L'Autorité des marchés financiers (AMF) et à la précieuse collaboration de ses partenaires: La Presse, Le Soleil, l'Association des banquiers canadiens et le Fonds de solidarité FTQ.

**EN FAMILLE, C'EST GRATUIT À PARIS!**

**VACANCES transat**

Voyagez vers Paris avec Air Transat et obtenez gratuitement l'une des options suivantes :

4 nuits dans un Apart'hotel Citadines à Paris

ou

Une location de voiture Hertz pour 7 jours et 3 nuits dans un Apart'hotel Citadines à Paris

ou

Une voiture Peugeot 207 Premium pour 17 jours

Valide à l'achat de 2 billets d'avion (adultes) et 2 billets d'avion (2-17 ans), si réservés avant le 30 avril 2008. Une promotion est également disponible pour 1 adulte et 1 enfant. Renseignez-vous auprès de votre agent de voyages pour les détails!

## HEC MONTRÉAL

Formation des cadres et des dirigeants

### Séminaires

[www.hec.ca/cadresetdirigeants/programmes/](http://www.hec.ca/cadresetdirigeants/programmes/)

#### L'utilisation des tableurs électroniques pour la budgétisation

8 et 9 avril 2008 - 9 h à 17 h

Michel Vézina (M. Sc. gestion, HEC Montréal; D. Sc. gestion) est professeur titulaire au Service de l'enseignement des sciences comptables à HEC Montréal.

[www.hec.ca/cadresetdirigeants/programmes/utib.htm](http://www.hec.ca/cadresetdirigeants/programmes/utib.htm)

#### La négociation en contexte de vente

28, 29 et 30 avril 2008 - 8 h 30 à 16 h

Robert Desormeaux (L. Sc. Comm., HEC Montréal; Ph. D. marketing) est professeur agrégé de marketing, directeur du Service de l'enseignement du marketing à HEC Montréal et coauteur du livre *Gestion du marketing*.

Marc Filion (MBA marketing, finance) est professeur honoraire à HEC Montréal et coauteur du livre *Gestion du marketing*.

[www.hec.ca/cadresetdirigeants/programmes/ncv.htm](http://www.hec.ca/cadresetdirigeants/programmes/ncv.htm)

#### Dans la turbulence du changement :

interprétez les réactions et agissez judicieusement

28 et 29 avril 2008 - 9 h à 17 h

Céline Bareil (M. Ps., Ph. D. Psycho. industrielle/organisations) est professeure agrégée au Service de l'enseignement du management à HEC Montréal et contribue au Centre d'études en transformation des organisations.

[www.hec.ca/cadresetdirigeants/programmes/dtc.htm](http://www.hec.ca/cadresetdirigeants/programmes/dtc.htm)

#### Développer sa nouvelle clientèle par le marketing téléphonique : la force du contact au bout du fil!

25 avril et 2 mai 2008 - 8 h 30 à 16 h 30

Denis Chassé (Diplômé en marketing; formation en « Leadership Style ») agit à titre de consultant. Il est chargé de cours et coordonnateur de cours à HEC Montréal.

[www.hec.ca/cadresetdirigeants/programmes/dncmt.htm](http://www.hec.ca/cadresetdirigeants/programmes/dncmt.htm)

#### Habilités de direction :

la subjectivité du dirigeant et la direction des personnes

28 et 29 avril 2008 - 9 h à 17 h

Normand G. Laurence (B.A. éducation; Études de Maîtrise en andragogie) agit comme conseiller chevronné en gestion des ressources humaines. Il est chargé de cours à HEC Montréal.

[www.hec.ca/cadresetdirigeants/programmes/hd.htm](http://www.hec.ca/cadresetdirigeants/programmes/hd.htm)

Sessions en entreprise : aucune formation spécifique dans le domaine n'est exigée.

Ces programmes peuvent être adaptés et offerts pour un groupe de votre organisation.



514 340-6001

# LA PRESSE AFFAIRES INVESTIR

## LPA 50

La Presse Affaires présente une sélection de 50 titres qui suscitent un grand intérêt chez les lecteurs

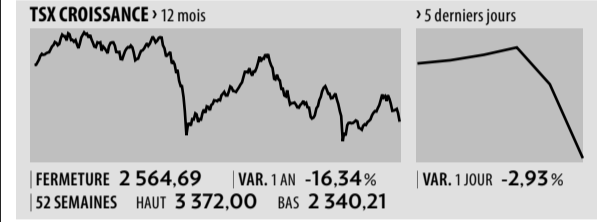
	FERMETURE IQ 30	CHANGEMENT (\$)	CHANGEMENT NET %	VOLUME (100)	VAR. CETTE ANNÉE (%)	VAL. BOUR. (M \$)	52 SEMAINES HAUT	52 SEMAINES BAS	DIV. ANN.
▼ AbitibiBowater (ABH)	6,59	-0,73	-9,97	1 680	-67,85	342	35,85	4,57	0,00
▼ ACE Aviation (ACE.B)	✓ 20,45	-1,12	-5,19	1 034	-27,71	1 150	30,25	20,04	0,00
Addenda Capital (ADV)	26,45	-0,01	-0,04	720	17,56	306	26,46	18,55	1,36
▲ Aeterna (AEZ)	0,98	0,02	2,08	580	-35,53	52	4,75	0,86	0,00
▼ Air Canada (AC.B)	8,95	-0,14	-1,54	103	-25,73	894	17,70	7,78	0,00
▼ Alimentation Couche-Tard (ATD.B)	✓ 14,81	-0,21	-1,40	7 814	-19,03	2 972	24,78	13,69	0,14
Astral Media (ACM.A)	38,00	-0,08	-0,21	1 270	-18,53	2 179	46,95	35,70	0,50
▼ Banque de Montréal (BMO)	✓ 39,15	-1,02	-2,54	44 154	-30,50	19 552	72,75	38,00	2,80
▼ Banque Laurentienne (LB)	✓ 38,92	-1,55	-3,83	1 331	17,05	927	45,08	31,30	1,28
▼ Banque Nationale (NA)	✓ 44,39	-1,54	-3,35	10 443	-15,11	7 022	66,50	43,60	2,48
▼ Banque Royale (RY)	✓ 44,32	-1,20	-2,64	63 622	-12,65	57 297	61,08	42,82	2,00
▼ BCE (BCE)	✓ 36,50	-0,74	-1,99	57 929	-7,95	29 393	41,80	29,90	1,46
▼ Bombardier (BBD.B)	5,18	-0,15	-2,81	104 503	-13,09	9 066	6,97	4,06	0,00
CAE (CAE)	✓ 11,31	-0,07	-0,62	3 711	-15,03	2 872	15,25	9,92	0,04
▼ Cascades (CAS)	✓ 7,23	-0,42	-5,49	1 682	-14,34	717	13,05	6,96	0,16
▼ CN (CNR)	✓ 47,03	-1,29	-2,67	17 984	0,82	22 805	61,00	42,51	0,92
Cogeco (CGO)	27,22	-0,13	-0,48	60	-31,09	454	44,57	26,77	0,28
▼ Corporation Financière Power (PWF)	✓ 31,33	-0,75	-2,34	6 930	-23,15	22 084	42,69	30,74	1,25
▼ Domtar (UFS)	✓ 6,16	-0,21	-3,30	1 612	-18,84	3 206	12,29	5,98	0,00
▼ Garda (GWF)	13,80	-1,00	-6,76	1 833	-10,27	433	25,00	12,50	0,00
▼ Groupe CGI (GIB.A)	✓ 10,37	-0,18	-1,71	4 568	-10,53	3 355	12,24	8,95	0,00
▼ Groupe Canam (CAM)	9,89	-0,13	-1,30	271	-30,11	488	15,98	9,40	0,16
▼ Groupe Pages Jaunes (YLO.UN)	10,09	-0,58	-5,44	28 480	-27,41	5 271	14,81	9,58	1,13
▼ Groupe SNC-Lavalin (SNC)	✓ 44,72	-0,72	-1,59	3 147	-7,10	6 749	51,04	30,50	0,48
Groupe TVA (TVA.B)	14,02	0,00	0,00	1	-3,44	379	18,51	13,89	0,20

	FERMETURE IQ 30	CHANGEMENT (\$)	CHANGEMENT NET %	VOLUME (100)	VAR. CETTE ANNÉE (%)	VAL. BOUR. (M \$)	52 SEMAINES HAUT	52 SEMAINES BAS	DIV. ANN.
▼ Labopharm (DDS)	2,28	-0,09	-3,80	1 961	121,36	130	7,95	0,90	0,00
Lassonde (LAS/A)	40,25	-0,25	-0,62	11	-0,64	268	44,00	36,45	0,50
Le Groupe Jean Coutu (PIC.A)	✓ 9,60	-0,07	-0,72	2 147	-14,06	2 416	16,50	9,32	0,16
▼ Les Industries Dorel (DII.B)	30,40	-0,61	-1,97	416	3,40	1 014	40,49	25,86	0,50
▼ Les Vêtements de sport Gildan (GIL)	✓ 33,70	-1,07	-3,08	8 904	-17,68	4 059	44,55	30,00	0,00
▼ L'Industrielle-Alliance (IAG)	✓ 33,52	-0,22	-0,65	2 862	-21,28	2 691	43,75	32,14	0,90
Mediagrif (MDF)	6,60	0,00	0,00	0	-0,15	97	9,60	5,00	0,00
▼ Mega Brands (MB)	✓ 4,40	-0,71	-13,89	1 556	-29,03	161	26,87	4,21	0,00
▼ Metro (MRU.A)	✓ 22,80	-0,25	-1,09	1 214	-13,47	2 586	41,78	21,00	0,50
▼ Molson Coors (TAP.B)	✓ 50,69	-2,74	-5,13	1	-0,80	9 576	56,99	43,00	0,63
▼ Neurochem (NRM)	✓ 1,51	0,01	0,67	1 554	-31,36	74	18,92	1,26	0,00
▼ Nortel (NT)	5,96	-0,35	-5,55	26 255	-60,21	2 605	31,54	5,85	0,00
Paladin Labs (PLB)	10,70	0,05	0,47	43	3,38	160	12,98	8,68	0,00
▼ Power Corporation (POW)	✓ 29,72	-1,24	-4,01	9 292	-25,94	13 532	41,92	29,60	0,97
▼ Québecor (QBR.B)	✓ 26,31	-0,57	-2,12	2 400	-26,41	1 817	43,25	25,35	0,20
▼ Québecor World (IQW)	✓ 0,18	-0,01	-2,70	15 649	-89,83	24	15,85	0,10	0,00
▼ Reitmans (RET.A)	15,40	-0,55	-3,45	1 575	-19,75	1 093	27,15	15,02	0,72
▼ Rona (RON)	✓ 13,12	-0,38	-2,82	3 863	-23,05	1 514	25,26	13,00	0,00
▼ Saputo (SAP)	✓ 26,39	-0,66	-2,44	1 344	-11,53	5 425	32,99	20,06	0,48
▼ Stella-Jones (SJ)	34,50	-0,75	-2,13	41	-15,85	426	48,99	31,01	0,32
▲ Tembec (TMB)	3,45	0,08	2,37	927	-44,80	345	35,45	2,80	0,00
▼ Theratechnologies (TH)	✓ 7,29	-0,11	-1,49	1 122	-33,00	423	13,12	7,10	0,00
▼ Transat AT (TRZ.B)	22,83	-0,68	-2,89	1 083	-34,77	766	42,38	19,66	0,36
Transcontinental (TCL.A)	✓ 17,95	0,06	0,34	1 826	14,04	1 501	22,66	13,90	0,32
▼ Uni-Select (UNS)	24,54	-0,26	-1,05	165	-21,90	484	32,56	24,01	0,43

▲ Indique un titre qui a gagné ou perdu 1 % et plus de sa valeur par rapport à la fermeture de la séance précédente. / Caractères gras Indiquent une société dont l'action a atteint un haut ou un bas de 52 semaines en cours de séance. / IQ 30 Le crochet (✓) dans cette colonne identifie les titres qui font partie de l'indice Québec 30. La valeur de l'indice est présentée chaque jour à la une de La Presse Affaires. / M \$ Millions de dollars / La liste des titres est sujette à une révision périodique.

## TSX CROISSANCE

Les entreprises québécoises au TSX Croissance



	FERMETURE (\$)	CHANGEMENT NET %	VOLUME	VAR. CETTE ANNÉE (%)
AAER (AAE)	0,99	-0,06	-5,71	139 050
Abcourt Mines-B (ABI)	0,43	-0,05	-10,42	108 000
Abitex Resources (ABT)	0,40	-0,01	-2,44	3 500
Advitech (AVI)	0,07	0,00	0,00	62 000
Afri-Can Marine Minerals (AFA)	0,18	-0,01	-2,78	303 000
Alert B&C (ACB)	0,18	0,06	50,00	3 281 867
Appalaches Resources (APP)	0,10	-0,01	-5,00	143 000
Apilcon (APZ)	0,37	0,00	0,00	0
Augyva (AUV)	0,34	0,00	0,00	11 000
Azimut Exploration (AZM)	3,59	-0,02	-0,55	8 500
Biophage Pharma (BUG)	0,07	-0,01	-12,50	43 500
Bioxel Pharma (BIP)	0,12	-0,01	-7,69	40 108
Blue Note Mining (BN)	0,33	-0,02	-4,41	486 816
Branchez-Vous (BZV)	0,39	-0,12	-23,00	2 600
C2C (CCN)	0,37	-0,01	-1,33	11 785
CO2 Solution (CST)	0,24	0,03	14,63	3 500
Cadiscor Resources (CAO)	0,60	-0,05	-7,69	117 181
Canadian Royalties (CZ)	1,93	-0,13	-6,31	181 025
Cartier Resources (ECR)	0,51	0,00	0,00	81 000
Clemex Tech-A (CXG/A)	0,20	0,00	0,00	0
Conporc (CNX)	1,10	0,00	0,00	0
D'Arianne Resources (DAR)	0,09	0,01	5,88	263 250
Datacom (DAT)	0,30	-0,03	-9,09	26 700
D-Box Technologies (DBO/A)	0,49	-0,04	-7,55	58 500
Deq Systems (DEQ)	0,97	-0,02	-2,02	41 500
Dia Bras Exploration (DIB)	0,54	-0,02	-3,57	79 500
Diagnos (ADK)	0,83	0,00	0,00	180 622
Dianor Resources (DOR)	0,33	-0,02	-4,35	56 100
Dios Exploration (DOS)	0,31	0,00	0,00	41 000
Ditem Explorations (DIT)	0,46	-0,04	-8,00	16 100
Ecu Silver Mining (ECU)	2,10	0,13	6,60	947 111
Exeltech Aerospace (XLT)	0,20	0,01	5,26	152 500
Exploration Orbite Vspa (ORT/A)	0,15	0,00	0,00	10 000
Fieldex Exploration (FLX)	0,23	0,00	0,00	0
Forest Gate Resources (FGT)	0,11	0,01	10,00	191 000
Fortsum Business Solutions (FRT)	0,41	0,00	0,00	3 500
Freewest Resources Canada (FWR)	0,39	-0,02	-4,88	702 061
Gastem (GMR)	0,75	0,01	1,35	36 300
Gold Hawk Resources (CGK)	0,44	0,00	0,00	8 000
Golden Goose Resources (GGR)	0,41	-0,05	-10,00	2 538
Golden Tag Resources (GOG)	0,32	0,01	1,59	38 000
Golden Valley Mines (GZZ)	0,29	-0,02	-6,45	117 487
H2O Innovation 2000 (HEO)	0,95	-0,07	-6,86	14 800
HILT Energies (HES)	0,17	0,00	0,00	0
Hinterland Metals (HMI)	0,09	-0,01	-10,00	93 000
Imaflex (IFX/A)	0,18	0,00	0,00	18 500
Immunochem (IMM)	0,74	-0,02	-2,63	11 000
IMS Experts Consultants (IMS)	0,11	0,00	0,00	0
Isacsoft-A (ISF)	0,25	-0,01	-3,85	606
IWeb Group (IWB)	0,92	-0,14	-13,21	5 150
Junex (JNX)	0,70	0,01	1,45	1 500
Kolombo Technologies (KOL)	0,49	0,03	6,52	10 000
Lounor Exploration (LO)	0,17	0,00	0,00	0
Louvem Mines (LOV)	0,55	0,00	0,00	0
Lyrtech Cl A (LYT)	0,01	-0,01	-33,33	167 400
Matamec Explorations (MAT)	0,15	0,01	3,45	40 000
Medicago (MDG)	0,62	-0,03	-4,62	240 500
Medical Intelligence Technol (MIZ)	0,25	0,00	0,00	0
Melkior Resources (MKR)	0,26	0,00	0,00	181 800
Metanor Resources (MTO)	1,15	0,05	4,55	724 792
Metco Resources (MKO)	0,07	0,00	0,00	0
Midland Exploration (MD)	0,70	0,01	1,45	44 467
Mistral Pharma (MIP)	0,03	0,00	0,00	0
Monstec Holdings (MTE)	0,06	0,00	0,00	31 000
Mty Food Group (MTY)	8,55	-0,85	-9,04	136 616
Murgor Resources (MGR)	0,57	-0,01	-1,72	17 667
Names Exploration (NME)	0,31	-0,01	-1,59	109 956
Neptune Tech&Bioresources (NTB)	3,30	-0,10	-2,94	110 835
Normabec Mining Res (NMB)	0,38	-0,01	-2,56	43 500
Noveko International (EKO)	6,00	0,20	3,45	111 920
Nstein Technologies (EIN)	0,97	0,05	5,44	67 050
Nti Newmerical (OFS)	0,06	0,00	0,00	0
Odesia Group (ODS)	0,35	-0,02	-5,41	6 000
Orex Exploration (OX)	0,10	0,00	0,00	50 500
Osiso Exploration (OSK)	5,67	-0,38	-6,28	216 777
Perlite Canada (PC)	0,30	0,00	0,00	6 500
Pershimco Resources (PRO)	0,15	0,01	3,45	58 600
Petrofina (PEA)	0,54	-0,01	-1,82	48 200
Plexmar Resources (PLE)	0,22	-0,03	-10,42	480 100
Power Tech (PWB)	0,46	-0,04	-8,00	7 000
Prestige Telecom (PR)	0,60	0,00	0,00	22 500
Pro-Or Mining Resources (POI)	0,74	-0,01	-1,33	2 900
Puma Exploration (PUM)	0,31	-0,02	-4,62	23 000
Radisson Mining Resources (RDS)	0,22	0,00	0,00	101 000
Ranaz (RNZ)	1,16	-0,24	-17,14	7 000
Raymor Industries (RAR)	0,38	-0,02	-5,00	40 500
Redex (RD)	0,20	0,00	0,00	0
Robberson Majorscor (MAJ)	0,16	-0,01	-3,03	82 000
Rex Resources (RBK)	0,12	0,01	4,35	27 000
Rocmec Mining (RMI)	0,12	0,01	4,35	216 000
Roctest (RTT)	0,71	0,01	1,43	3 000
Rolland Energy (ROE)	0,04	0,00	0,00	0
RPM Tech (RP)	0,90	0,00	0,00	0
Searchgold Resources (RSG)	0,13	0,00	0,00	315 500
Sensio Technologies (SIO)	0,30	0,00	0,00	0
Sirios Resources (SIO)	0,19	-0,01	-2,56	32 000
Sofame Technologies (SDW)	0,42	0,00	0,00	54 500
Sonomax Hearing Healthcare (SHH)	0,19	-0,02	-9,52	644 873
Strateco Resources (RSC)	2,04	-0,11	-5,12	401 038
Syscan International (SYA)	0,07	-0,01	-13,33	20 000
Threegold Resources (THG)	0,36	0,00	0,00	246
Tom Exploration (TUM)	0,08	0,00	0,00	59 200
Typhoon Exploration (TOO)	0,14	-0,01	-3,57	105 500
Vantex Resources (VTX)	0,11	0,01	4,76	269 000

# LA PRESSE AFFAIRES INVESTIR

## LES BOURSES DANS LE MONDE

	VARIATION	
	FERMETURE	NET EN %
<b>AMÉRIQUE DU NORD/SUD</b>		
NASDAQ	2 177,01	-35,48 -1,60
S&P 500 (New York)	1 276,60	-11,54 -0,90

Mexico Bolsa	29 048,51	-654,58	-2,20
Brazil Bovespa Stock	60 011,84	-1 979,15	-3,19
<b>EUROPE/AFRIQUE</b>			
DJ Euro Stoxx 50 P	2 873,33	-143,98	-4,77
FTSE 100 (Angleterre)	5 414,40	-217,30	-3,86
CAC 40 (France)	4 431,04	-161,11	-3,51
DAX (Allemagne)	6 182,30	-269,60	-4,18
IBEX 35 (Espagne)	12 656,00	-365,40	-2,81

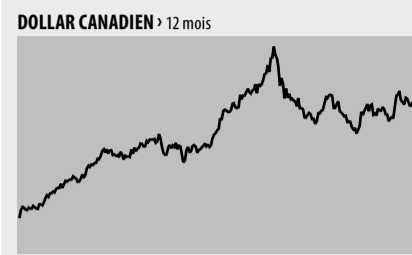
Milan MIB30 (Italie)	31 104,00	-1 107,00	-3,44
Amsterdam Exchanges	415,92	-16,38	-3,79
Swiss Market (Suisse)	6 774,26	-357,77	-5,02
<b>ASIE/PACIFIQUE</b>			
NIKKEI 225 (Japon)	11 787,51	-454,09	-3,71
Hang Seng (Hong Kong)	21 084,61	-1 152,50	-5,18
S&P/ASX 200 (Australie)	5 087,00	-119,90	-2,30
Shanghai (Chine)	3 820,05	-142,63	-3,60

## LES DEVICES DANS LE MONDE

Australie	dollar	0,9191
Brésil	real	0,5837
Chine	renminbi	0,1409
Grande-Bretagne	livre	1,9957
Hong Kong	dollar	0,1286

Inde	roupie	0,0245
Japon	yen	0,0102
Mexique	peso	0,0927
Norvège	couronne	0,1949
Nouvelle-Zélande	dollar	0,7987
Russie	rouble	4,2396
Suède	couronne	0,1659
Suisse	franc	1,0133

## DOLLAR CANADIEN



<b>100,07</b> ¢US
VARIATION <b>-1,33</b> ¢
SOMME REQUISE POUR ACHETER
Un dollar US <b>99,93</b> ¢

<b>0,6370</b> €
VARIATION <b>-0,0077</b> €
SOMME REQUISE POUR ACHETER
Un euro <b>1,5701</b> \$

## PÉTROLE

West Texas Intermediate	<b>105,18</b> \$US
VARIATION	<b>-4,93</b> \$US
Light Sweet Crude	<b>107,43</b> \$US
North Sea Brent	<b>106,70</b> \$US

## OR

New York	<b>1 002,60</b> \$US
VARIATION	<b>+3,10</b> \$US
En dollars canadiens	<b>1 003,30</b> \$

Les cotes boursières en direct sur [lapresseaffaires.com](http://lapresseaffaires.com)

# Le prix du pétrole chute de plus de 4 \$US

AGENCE FRANCE-PRESSE

**NEW YORK** — Les cours du baril de pétrole ont chuté de plus de 4 \$US hier à New York, en raison de craintes d'une baisse de la consommation énergétique, dans un contexte de ralentissement économique mondial.

Cette dégringolade du prix du baril d'or noir intervient après un nouveau record absolu, à 111,80 \$US, établi lors des échanges électroniques d'avant séance, à la suite d'un nouveau glissement du dollar américain, monnaie dans laquelle est vendu le brut, tombé à plus de 1,59 \$US pour un euro.

Sur le New York Mercantile Exchange (NYMEX), le baril de *light sweet crude* pour livraison en avril a fini à 105,68 \$US, en baisse de 4,53 \$US par rapport à sa clôture vendredi.

À Londres, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en mai (un contrat dont il s'agit du premier jour de cotation) a perdu pour sa part 5,80 \$US, à 101,75 \$US.

Le prix du baril met ainsi fin à une série de records de clôture, entamée il y a une dizaine de jours, et qui l'avait vu terminer vendredi dernier au-delà des 110 \$US, à 110,21 \$US à New York.

« Le pétrole descend de son nuage et renoue avec la réalité »,



PHOTO HENNY RAY ABRAMS, ARCHIVES ASSOCIATED PRESS

Les investisseurs réalisent « enfin » qu'une récession économique aux États-Unis pourrait se propager au reste du monde et affecter considérablement la demande en hydrocarbures. Sur la photo, des négociants sur le parquet du New York Mercantile Exchange (NYMEX).

a commenté Phil Flynn, analyste au cabinet Alaron Trading.

Les craintes d'une entrée en récession de l'économie américaine sont en train de « couper l'appétit » des investisseurs pour les matières premières, selon Bart Melek, de BMO Capital.

« Après avoir cédé à une fièvre acheteuse, le marché est dans une logique de correction (...) et cette vulnérabilité est due à la détérioration de l'environnement économique », a ajouté Mike Fitzpatrick, de MF Global.

Les investisseurs réalisent

« enfin » qu'une récession économique aux États-Unis pourrait se propager au reste du monde et affecter considérablement la demande en hydrocarbures, soulignent les analystes.

D'autant que l'offre de brut continue de s'étoffer et que l'on

approche de la fin de l'hiver, période de forte consommation d'énergie dans l'hémisphère nord.

Les Bourses asiatiques ont plongé hier, imitées par les places européennes, après le rachat en urgence, et à un prix dérisoire, de la cinquième banque d'affaires américaine Bear Stearns par sa rivale JP Morgan dimanche pour lui éviter une faillite.

Cette opération, validée par la banque centrale (Fed), a intensifié les craintes sur la santé de l'économie américaine, plombée par la crise du crédit.

Les investisseurs redoutent un effet domino des difficultés de Bear Stearns à d'autres fleurons de Wall Street comme Lehman Brothers, ce qui aura pour conséquence une aggravation de la crise financière.

L'écroulement du dollar avait entraîné, jusqu'à l'ouverture du marché new-yorkais hier, une ruée des investisseurs possédant d'autres devises vers les marchés des matières premières, considérées alors comme un havre de paix face à l'instabilité des Bourses.

La « fièvre acheteuse » pourrait de nouveau gagner les investisseurs aujourd'hui en cas de réduction drastique du principal taux d'intérêt américain, qui affaiblirait davantage le dollar, estiment les analystes.

## MONIQUE LEROUX CHEZ DESJARDINS

# Pour des pouvoirs accrus aux caisses

LAURIER CLOUTIER

La nouvelle présidente désignée du Mouvement Desjardins, Monique F. Leroux, va miser sur les caisses et leurs valeurs coopératives, mais pas aux dépens des défis du développement financier et international à relever.

« Il n'y aura pas un grand changement de cap avec Monique Leroux », déclare à *La Presse Affaires* le directeur du Centre d'études Desjardins à HEC Montréal, Benoît Tremblay.

Monique Leroux a davantage mis l'accent sur les caisses et leurs valeurs que certains des sept autres candidats, durant la course à la présidence, à huis clos, selon des sources.

Dans ses documents transmis aux 256 délégués du collège électoral, M<sup>me</sup> Leroux affirme que « les caisses doivent toujours rester la force motrice du Mouvement ». Elle a renchéri après les six tours de scrutin qui ont débouché sur son élection, samedi dernier, que ce qui rend Desjardins si fort, « ce sont les caisses locales et les valeurs de coopération ».

Cela s'inscrit toutefois dans les débats de la course à la présidence qui ont notamment porté sur le largage de pouvoirs aux caisses, mais aussi sur le développement accru de Desjardins, en pleine mondialisation.

Certains craignent que Monique Leroux provoque un pas



PHOTO BERNARD BRAULT, ARCHIVES LA PRESSE

Certains craignent que Monique Leroux, nouvelle présidente désignée du Mouvement Desjardins, provoque un pas en arrière de Desjardins, par une décentralisation. D'autres n'en croient rien.

en arrière de Desjardins, par une décentralisation. D'autres n'en croient rien.

« Peu importe le gagnant de la course à la présidence, l'avenir de Desjardins est déjà bien tracé. Ses défis sont déjà définis

et M<sup>me</sup> Leroux les connaît bien », estime Benoît Tremblay qui ne s'attend donc pas à un virage à 180 degrés.

Monique Leroux n'entrera en fonction que le 29 mars prochain, et n'accorde pas d'entrevue d'ici

là, déclare le porte-parole de Desjardins.

La présidente désignée possède une solide expérience financière, ajoute Benoît Tremblay. Monique Leroux « n'aura pas le choix, elle devra travailler avec les autres dirigeants de Desjardins, élus par les régions. Le conseil d'administration de Desjardins n'est pas choisi par la présidente. Et Desjardins est une démocratie à l'année », souligne Benoît Tremblay.

Malgré tout, Monique Leroux ne fera pas face à un conseil d'administration hostile, assure Michel Séguin, directeur de la chaire de coopération Guy Bernier de l'UQAM. Ce sera le même qu'avec un autre président.

La présidente « peut avoir ses convictions, mais Desjardins va poursuivre son développement », dit Benoît Tremblay.

« C'est une bonne nouvelle qu'une femme accède à la présidence de Desjardins grâce à ses compétences », souligne de son côté Michel Séguin. « Ça montre que les délégués du collège électoral sont ouverts, dans ce monde d'hommes. Je suis surpris, mais ça ne me jette pas par terre », ajoute ce spécialiste de la gouvernance et des valeurs coopératives. Desjardins a fait la promotion d'une place accrue aux femmes cadres, sous la présidence de Claude Béland, dès les années 90.

# Mediagrif éliminera environ 15 % de son personnel

LA PRESSE CANADIENNE

La société Technologies Interactives Mediagrif a annoncé hier une réduction de 15 % de son effectif, soit environ 67 personnes, un resserrement des mesures de contrôle des coûts et un transfert de ressources vers des « environnements à plus faible coût ».

Le fournisseur de solutions

d'affaires électroniques et exploitant de réseaux, dont le siège est situé à Longueuil, a expliqué avoir été affecté par « un environnement concurrentiel changeant, l'importance accrue accordée aux mesures de croissance à plus long terme, ainsi que le taux de change ».

La réorganisation de l'entreprise, qui compte actuellement

quelque 450 employés, « vise la plupart des secteurs d'activité et des services de Mediagrif ».

À la suite de ces mesures, la société croit pouvoir mener ses activités « avec plus de souplesse et de compétitivité ».

Mediagrif a affirmé que les coûts de cette réorganisation se répercuteraient sur les résultats du quatrième trimestre de

l'exercice 2008. L'entreprise estime cependant que ces mesures auront un effet positif sur sa rentabilité à partir de l'exercice 2009.

À la Bourse de Toronto, le cours de l'action de Mediagrif était de 6,60 \$, sans changement par rapport au taux de clôture précédent, le titre n'ayant fait l'objet d'aucune transaction.

## LES MÉTAUX

		HIER (DOLLARS US)	PRÉCÉDENT (DOLLARS US)
ALUMINIUM	Comptant	<b>3 108,00</b>	3 078,00
	3 mois	<b>3 145,00</b>	3 146,00
	15 mois	<b>3 168,00</b>	3 145,00
CUIVRE (A)	Comptant	<b>8 611,00</b>	8 550,00
	3 mois	<b>8 485,00</b>	8 490,00
	15 mois	<b>8 050,00</b>	8 010,00
PLOMB	Comptant	<b>3 111,00</b>	3 142,00
	3 mois	<b>3 101,00</b>	3 102,00
	15 mois	<b>3 010,00</b>	3 025,00
NICKEL	Comptant	<b>32 650,00</b>	32 285,00
	3 mois	<b>32 950,00</b>	33 000,00
	15 mois	<b>32 225,00</b>	31 650,00
ÉTAIN	Comptant	<b>20 800,00</b>	19 855,00
	3 mois	<b>20 650,00</b>	20 700,00
	15 mois	<b>20 550,00</b>	19 875,00
ZINC	Comptant	<b>2 585,00</b>	2 636,00
	3 mois	<b>2 608,00</b>	2 609,00
	15 mois	<b>2 600,00</b>	2 642,00

Dollars US par tonne métrique  
Source : London Metal Exchange

## LES OBLIGATIONS

	COUPON	ÉCHÉANCE	PRIX	REND. VAR.
<b>LE GOUVERNEMENT DU CANADA</b>				
Canada	6,00	01-06-2008	100,75	2,17 +0,02
Canada	5,50	01-06-2009	103,70	2,35 +0,17
Canada	9,50	01-06-2010	115,33	2,31 +0,26
Canada	9,00	01-03-2011	118,11	2,58 +0,38
Canada	6,00	01-06-2011	110,37	2,59 +0,40
Canada	10,25	15-03-2014	139,43	3,00 +0,62
Canada	9,75	01-06-2021	162,34	3,72 +0,84
Canada	8,00	01-06-2023	147,98	3,81 +0,88
Canada	8,00	01-06-2027	154,29	3,94 +0,89
Canada	5,75	01-06-2029	125,36	3,96 +0,81
<b>LES PROVINCES</b>				
B C Mun Fin	5,50	24-03-2008	100,06	0,50 0,00
Hydro Québec	11,00	15-08-2020	161,49	4,48 +0,64
Manitoba	7,75	22-12-2025	137,29	4,64 +0,58
New Brunswick	5,70	02-06-2008	100,68	2,22 +0,02
New Brunswick	6,00	27-12-2017	114,59	4,16 +0,56
Newfoundland	6,15	17-04-2028	118,56	4,71 +0,56
Nova Scotia	6,60	01-06-2027	124,27	4,67 +0,58
Ontario	6,25	25-08-2028	120,03	4,71 +0,57
Ontario Hydro	7,45	31-03-2013	120,24	3,07 +0,93
Ontario Hydro	8,50	26-05-2025	145,39	4,63 +0,59
Ontario Hydro	8,25	22-06-2026	143,99	4,64 +0,60
P E I	8,50	27-10-2015	129,98	3,90 +0,69
Québec	6,00	01-10-2029	115,76	4,81 +0,50
<b>LES CORPORATIONS</b>				
Bank Of N S	5,65	22-07-2008	100,92	2,88 +0,04
Bell Canada	7,00	24-09-2027	77,09	9,62 +0,65
Bombardier	7,35	22-12-2026	95,95	7,76 0,00
Cdn Onc Pet	6,30	02-06-2008	100,64	3,05 +0,02
Cons Gas	6,10	19-05-2028	108,80	5,37 +0,64
Gtaa	6,45	03-12-2027	111,53	5,43 +0,59
Investors Gr	6,65	13-12-2027	107,24	6,01 +0,55
Wstcoast Ene	5,70	16-04-2008	100,20	2,69 0,00
Wstcoast Ene	6,75	15-12-2027	113,39	5,61 +0,59

LA PRESSE AFFAIRES

Le Salon Emploi Formation ouvre ses portes aujourd'hui

MARLÈNE LEBREUX COLLABORATION SPÉCIALE

Fidèle à sa tradition, le Salon Emploi Formation réunit quelque 150 exposants, aujourd'hui et demain, au Palais des congrès de Montréal. Encore une fois les représentants d'organismes d'aide à l'emploi, d'établissements d'enseignement et de nombreux employeurs ont répondu à l'appel des organi-

sateurs pour lever le voile sur les multiples possibilités de carrière.

«Le Salon Emploi Formation est l'occasion par excellence de découvrir des emplois cachés, ceux qui ne sont pas affichés dans les journaux ou sur des sites d'emplois, et de se renseigner sur les différentes façons de se former, que ce soit à temps plein, à temps partiel ou à distance», fait remarquer Maud Allard, pré-

sidente d'Expoz/Salon Emploi Formation.

Plusieurs nouvelles entreprises

Plusieurs nouvelles entreprises seront sur place pour présenter leurs postes à pourvoir dans des secteurs aussi variés que l'assurance, le commerce de détail, la sécurité, les centres d'appels, l'alimentation, la vente et la représentation. Notamment, Détail Québec,

qui tenait depuis quelques années son propre salon de l'emploi, a décidé d'intégrer ses activités et sa trentaine d'exposants à celui du Salon Emploi Formation.

Celui-ci lance en outre le projet Boulot d'ailleurs. Ce nouveau service de recrutement à distance est mis sur pied en collaboration avec Place aux jeunes du Québec, un organisme qui vise à favoriser

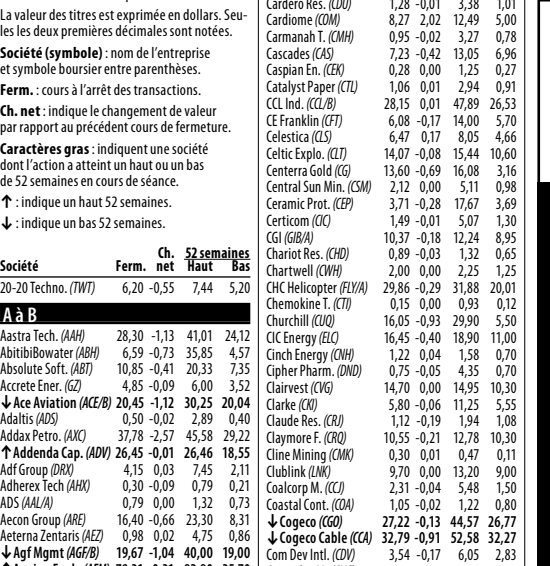
l'établissement des 18-35 ans en région. Boulot d'ailleurs permettra à des employeurs provenant des quatre coins du Québec de leur présenter leur entreprise et leurs offres d'emploi.

L'ingénierie du transport

SAE international, section Montréal, sera également exposants qui se joindront à l'événement.

Ainsi, les professionnels du domaine de l'ingénierie du transport pourront rencontrer les représentants de cet organisme éducatif et scientifique consacré au développement des technologies du secteur du transport, qu'il soit tout terrain, automobile, avionique, aérospatial, marin ou encore ferroviaire.

BOURSE DE TORONTO



FERMETURE 12 952,15 VAR. 1 AN 0,96% 52 SEMAINES HAUT 14 646,82 BAS 12 011,68

Table with 3 columns: SOUS-INDICES, FERMETURE, VAR. Includes categories like Énergie, Matériaux de base, Prod. consom. de base, etc.

Table with 3 columns: LES 10 PLUS ACTIFS, SOCIÉTÉ, FERMETURE, VAR. Lists top performing stocks like Kinross Gold, Bombardier, Yamana Gold, etc.

Table with 3 columns: TITRES GAGNANTS, EN %, VOLUME, CLÔT.(S), VAR. Lists top gainers like QLT, Cardiomé Pharma, Horizons Betapro, etc.

Table with 3 columns: TITRES PERDANTS, EN %, VOLUME, CLÔT.(S), VAR. Lists top losers like Craig Wireless, Brascan Adjusta, Globalbank Advan, etc.

COMMENT LIRE LES COTES FINANCIÈRES

Les titres sont énumérés par ordre alphabétique. Dans certains cas, nous privilégions une approche plus fidèle aux habitudes des investisseurs. Le Groupe Jean Coutu est classé sous Jean Coutu. De même, Alimentation Couche-Tard est classé sous Couche-Tard.

Seules apparaissent les actions ordinaires, celles généralement détenues par les particuliers.

Notre liste inclut tous les titres dont le volume moyen des 60 derniers jours, au moment de dresser la liste, était de 100 transactions et plus. La liste est révisée à chaque trimestre.

La valeur des titres est exprimée en dollars. Seules les deux premières décimales sont notées.

Société (symbole): nom de l'entreprise et symbole boursier entre parenthèses.

Ferm.: cours à l'arrêt des transactions.

Ch. net.: indique le changement de valeur par rapport au précédent cours de fermeture.

Caractères gras: indiquent une société dont le cours a atteint un haut ou un bas de 52 semaines en cours de séance.

↑: indique un haut 52 semaines. ↓: indique un bas 52 semaines.

Table with 4 columns: Société, Ferm., Ch. net., 52 semaines. Lists various companies like Canadian Sud, GBS, GBD, etc.

Advertisement for Tremblant Golf: 'DONNEZ DE L'ÉLAN À VOTRE ÉTÉ BILLETTS CORPORATIFS - GOLF' with Tremblant logo.

Large advertisement for Tremblant Golf: 'ÉCONOMISEZ JUSQU'À 43% PAR RONDE LIVRETS DE 20 BILLETTS 99 \$\*/BILLET' with a golf course image and contact info.

Table with 4 columns: Société, Ferm., Ch. net., 52 semaines. Lists various companies like Storm Cat, Power Corp, Premier Finance, etc.

Table with 4 columns: Société, Ferm., Ch. net., 52 semaines. Lists various companies like CAC, Caldera Res, Caldwell P, etc.

Table with 4 columns: Société, Ferm., Ch. net., 52 semaines. Lists various companies like Gaidan, Glacier View, Glendene Int, etc.

Table with 4 columns: Société, Ferm., Ch. net., 52 semaines. Lists various companies like A&W R, Royal AW, A-CAL Res, etc.